



Investir dans les populations rurales

REPUBLIQUE DU MALI

Programme Intégré de Développement Rural de la Région de Kidal (PIDRK)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 5-14 mars 2014

Date du document: Mai 2014

No. du Projet: 1356

No. du rapport: 3455-ML

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département de la gestion des programmes

Table des matières

A.	Introduction	2
B.	Vue d'ensemble de l'exécution du projet	3
C.	Produits et effets	6
D.	État d'avancement de l'exécution du projet	11
E.	Aspects fiduciaires	13
F.	Conclusion	18

Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du PIDRK et notes	19
Appendice 2:	Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	23
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	33
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	37
Appendice 5:	Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement, décaissements par catégorie et par composante	43
Appendice 6:	Respect des dispositions de l'Accord de financement: état d'avancement au 28/02/2014	48
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	49

A. Introduction¹

1. La mission visait à évaluer : (i) les progrès accomplis dans la réalisation des activités programmées dans le cadre du PTBA de 2013 et au cours des premiers mois de l'année 2014 (ii) les activités possibles dans le contexte actuel et à moyen terme en fonction des évolutions de la situation (iii) l'opportunité de prolonger le projet suite à la demande formulée par la partie malienne lors de la dernière mission de supervision.
2. La fin de l'année de 2013 a été marquée par la tenue des élections législatives qui ont concrétisé le retour à l'ordre constitutionnel et la volonté nationale du nouveau gouvernement à reconstruire les régions du Nord. Dans ce contexte, la mission a évalué si les conditions étaient remplies pour continuer les activités dans la Région de Kidal et a mesuré les marges de manœuvre du PIDRK pour participer plus activement aux efforts de reconstruction des régions du Nord.
3. A la faveur d'un retour progressif de la paix, la mission a effectué une visite de terrain de 3 jours à Kidal, ce qui n'était pas arrivé depuis 2011. Ce déplacement a permis de s'entretenir avec les autorités administratives (Gouverneur) et techniques (DRGR, DRSV), les ONGs partenaires (GARDEL, SOLISA, les Entreprises locales prestataires de services (TERIST, EMBY), les bénéficiaires (maraîchers d'Intékoi, prêts animaux). Le Gouverneur de la région de Kidal a au cours de son entretien exprimé toute son appréciation à la mission qui constitue une première de cette nature (suivi des activités de reprise du développement de la région) depuis son installation en juillet 2013 comme Gouverneur de la région. Les principales préoccupations qu'il a évoquées concernent les appuis à apporter : (i) pour la reprise de l'école, surtout à Kidal, et (ii) la promotion d'activités en faveur des femmes. En cela, il a vivement apprécié l'appui du PIDRK. Avec les responsables des services techniques partenaires du PIDRK, il a été possible de faire le point des activités en cours d'exécution.
4. En particulier, la mission a été informée des résultats préliminaires d'une mission d'identification de sites de barrages de retenues d'eau et d'impluviums et de suivi des activités du PIDRK. Cette mission d'identification qui a sillonné les cercles de Kidal, Tin-Essako, Abeibara et Tessalit, était composée du Responsable de Développement Agropastoral et Protection de l'Environnement du PIDRK, du Directeur Régional du Génie Rural, d'un Topographe, du maire de la commune rurale de Tessalit, d'un Conseiller régional de Tin-Essako et d'un notable d'Abeibara. Une des particularités de cette mission est qu'elle a été conduite dans les 4 cercles sous la responsabilité de l'élu de chaque cercle. A l'issue de la mission, 5 sites de barrages et 5 sites d'impluviums ont été jugés aptes à être réalisés. La mission a aussi pu visiter des réalisations de 2013, à savoir les puits maraichers réhabilités par la PIDRK et le pont de la digue de Tessalit.
5. La mission a réalisé à Bamako des entretiens complémentaires avec différents acteurs : (i) le Ministère Délégué chargé de l'Elevage, de la Pêche et de la Sécurité Alimentaire, (ii) le Commissariat à la Sécurité Alimentaire, (iii) l'équipe du projet, (iv) les partenaires du projet (DRPIA, DRA, AE), et (vii) les ONG partenaires du programme (EFFAD, AGIDE).
6. Ceci a permis au représentant du FIDA de rencontrer les autorités régionales, les services techniques, les représentants des bénéficiaires du projet et les entreprises locales. La mission, en compagnie des ONGs GARDEL, et SOLISA, de la DRSV, a visité le périmètre maraîcher de Intékoi (6 km en dehors de Kidal) et s'est entretenue avec un groupe de maraîchers et un groupe bénéficiaires des noyaux de caprins. Dans la ville de Kidal, la mission a visité les ateliers de deux entreprises locales, les bureaux et la base vie du PIDRK, le CSCOM d'Aliou ainsi que la table dentaire de la DRS de Kidal, et s'est entretenu avec les acteurs concernés..
7. L'aide-mémoire a été discuté le 24 avril 2014 au cours d'une séance de restitution présidée par Monsieur le Commissaire à la Sécurité Alimentaire en présence des principaux partenaires du programme et différents acteurs.

¹ Composition de la mission: Sous la responsabilité de Philippe Rémy, Chargé de portefeuille (CPM) du Mali pour le FIDA, la mission était conduite par : Bakary Sékou Coulibaly, Chargé d'Appui au programme pays (CPO), FIDA à Bamako ; et était composée de Moulaye Tétra, Consultant International, expert financier ; Dr Abdoulaye C. Haïdara, Consultant expert en santé publique, et Mamadou Nadio, Coordinateur CNPPF, MDR.

8. La mission exprime sa satisfaction et ses remerciements au Gouvernement du Mali et à toute l'équipe du programme et leurs partenaires pour l'appui et la qualité des échanges. Elle remercie particulièrement les élus et les représentants des bénéficiaires qui ont accueilli l'équipe sur le terrain.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet

9. Le Programme Intégré de Développement Rural de la Région de Kidal (PIDRK) est financé pour un coût total de 22, 83 millions USD dont : (i) 11,34 millions USD de prêt du Fonds International de Développement Agricole (FIDA), (ii) 5,4 millions USD de prêt de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) (iii) 3,50 millions USD de don du Fonds Belge pour la Sécurité Alimentaire (FBSA)² (iv) 2,7 millions USD comme contrepartie de l'Etat et, (v) 0,26 millions USD comme contribution des bénéficiaires.

10. L'objectif général du Programme est de contribuer à réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire des communautés vivant dans la région de Kidal. Il a comme objectifs spécifiques: (i) l'augmentation et la diversification des revenus des populations de la zone à travers la sécurisation des systèmes d'élevage nomade et le développement des activités agro-pastorales sur une base durable et (ii) l'amélioration des conditions de vie des populations, en particulier des femmes, en facilitant leur accès aux services et infrastructures sociocommunautaires de base.

11. Le PIDRK a démarré ses activités en juillet 2007 et sa revue à mi-parcours a été réalisée en octobre/novembre 2011. L'achèvement du Programme est prévu pour le 30 septembre 2014 et sa clôture est prévue pour le 31 mars 2015.

12. La zone d'intervention prioritaire du Programme comprend six des onze communes que compte la région de Kidal, il s'agit de Anefif, Essouk et Kidal dans le cercle de Kidal, Adjel'Hoc et Tessalit dans le cercle de Tessalit et Abeibara dans le cercle du même nom. Il intervient également dans les zones latérales du Tilemsi et du Tamesna pour prendre en compte le mode traditionnel d'exploitation nomade des pâturages de toute la région.

13. Les groupes cibles du Programme concernent les ménages extrêmement vulnérables, les ménages très vulnérables et les éleveurs vulnérables. À l'intérieur de ces groupes vulnérables, les femmes et les jeunes seront particulièrement visés par le Programme.

14. Les activités du Programme s'articulent autour de 5 composantes : (i) appui à la valorisation du potentiel pastoral ; (ii) amélioration et diversification des revenus des groupes vulnérables ; (iii) amélioration de l'accès aux services sociaux de base ; (iv) renforcement des capacités des acteurs et genre ; et (v) gestion et suivi-évaluation des activités du Programme.

15. L'étude du cadre logique montre que malgré la crise, des progrès ont été enregistrés sur certains indicateurs. A l'évidence certains n'ont pas connu l'évolution attendue mais la sortie progressive de la crise permet des espoirs de relance dans un avenir proche. De nombreuses activités redémarrent même si encore timidement avec l'évolution positive de la situation sécuritaire et le retour des populations dans leur zone d'origine.

16. **Pertinence** : Dans ce contexte, la présence du PIDRK est précieuse pour accompagner la restauration de la paix, contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et à l'accès des populations aux soins de santé et à l'éducation primaire. Les objectifs du projet restent pertinents et les autorités régionales (administratives et élus) ainsi que nationales ont souligné pendant la mission l'importance du PIDRK qui accompagne les processus en cours et apporte des appuis adaptés à la situation actuelle.

17. **Efficacité** : le PIDRK a réussi à passer la crise. Après une période difficile liée au déplacement de l'équipe sur Bamako, à la perte de certaines archives et d'équipement, le projet a pu se réorganiser depuis la capitale pour intervenir avec des opérateurs locaux, en sélectionnant des ONG fiables pouvant servir de relais sur le terrain, et en collaborant avec d'autres partenaires techniques et financiers pour renforcer l'efficacité de ses interventions (OMS). La mise en œuvre de ses deux derniers PTBA à hauteur de 90 et 96 % confirme l'efficacité du projet à s'adapter à un nouveau contexte.

² Précédemment Fonds Belge de Survie.

18. **Durabilité** : le projet tout en s'inscrivant dans l'appui aux populations sur le court terme (distribution de semences, d'outils,...) n'a cependant pas perdu de vue la durabilité de ses actions : en particulier, la proposition de réaliser des puits citernes permettra de résoudre la question de l'eau sur la durée, la formation d'agents vétérinaires privés permettra un service de proximité aux éleveurs après la fin du projet, la distribution de noyaux de caprins permet de faire bénéficier d'autres éleveurs de la descendance des animaux, l'appui aux centres de santé et aux écoles se place aussi dans une logique de durabilité par la formation des agents et l'éducation des jeunes.

19. Sur le plan technique, les principaux facteurs susceptibles d'assurer la durabilité des actions en cours en faveur des populations de la zone du Programme sont de deux ordres : le partenariat établi autour du Programme, avec les structures publiques régionales et l'étroite association des bénéficiaires à l'exécution des activités à travers leurs représentants. De plus, la formation d'acteurs locaux tels que les auxiliaires de santé animale et les réparateurs de motopompes, qui résident déjà dans la zone du Programme, renforce les garanties nécessaires à la poursuite des activités.

20. La création des CScCom et de ses organes de gestion communautaires (ASACO et COGES) , en partenariat avec les bénéficiaires, est une mesure appropriée pour rapprocher les soins des populations tout en responsabilisant dans leur gestion. Malgré la situation de crise qui a engendré le système de gratuité des soins instauré par les différents partenaires intervenant sur le terrain, un fonctionnement autonome des CScCom est envisagé dès le retour à une situation normale avec un système de recouvrement de coûts impliquant la participation des populations au financement des soins, gage de durabilité.

21. **Effets et impacts** : la crise a évidemment perturbé le projet dans ses résultats à atteindre et par là-même dans ses effets et impacts attendus. Toutefois, certains effets sont notables comme l'allongement de la durée du séjour des troupeaux dans les vallées latérales avec les forages et les puits réalisés. De plus la récente mission conjointe PIDRK, services techniques et élus sur l'identification des barrages et impluviums, a permis aussi d'identifier un grand potentiel de pâturage non exploité dans la région. La réalisation de ces ouvrages de même que la poursuite du financement de puits citernes permettra d'utiliser ces pâturages pendant les périodes de soudure.

PROGRES REALISES

22. **Concernant l'appui à la valorisation du potentiel pastoral**, la réalisation/restauration des puits (29 sur 30) est très avancée et le dernier puits sur financement de la BOAD devrait être réalisé dans les prochains mois. De plus, l'inclusion dans le PTBA 2014 de la réalisation de 18 puits citerne permettra d'augmenter l'accès à l'eau et ainsi la durée de séjour des troupeaux dans les vallées du Tilemsi et du Tamesna. Une augmentation de cette durée de 60 à 90 jours devrait permettre d'atteindre l'objectif de l'indicateur de second niveau du projet fixé à 240 – 270 jours à partir de la 4^{ème} année du projet.
23. Le nombre de parcs de vaccination n'a pas évolué du fait de l'attente de l'avis de non-objection de la BOAD pour le démarrage des travaux. La BOAD envisage toutefois de prolonger son financement pour permettre la réalisation de ces infrastructures.
24. En termes de traitement des animaux, le projet fait preuve d'efficacité grâce au réseau des agents vétérinaires qui montre toute sa pertinence même, et surtout, dans un contexte difficile. L'effectif des animaux traités est passé de 231 429 animaux traités en 2012 à 414 344 animaux traités en 2013 soit un accroissement de 44%.
25. **Concernant l'amélioration et la diversification des revenus des groupes cibles**, le PTBA 2014 comprend la réalisation sur fonds FIDA : (i) de barrages de retenue, qui tout en favorisant la remontée du niveau de la nappe phréatique, facilitent l'abreuvement des animaux grâce à la création de lacs artificiels sur près de 3 à 6 mois de l'année et (ii) d'impluviums dont les grandes réserves d'eau peuvent contribuer à couvrir une partie des besoins en eau en zones désertiques.
26. Malgré les conditions d'insécurité, cette composante a également connu des évolutions et des réalisations en 2013 avec des opérations de distribution de semences de produits maraîchers et de matériel aratoire à respectivement 200 et 40 bénéficiaires ; d'octroi de 20 noyaux de caprins à 40 ménages vulnérables sur un objectif global de 1000 à atteindre soit 4% et (iii) de l'acheminement en cours, pour distribution de 1200 vitro plants de palmiers dattiers ce qui permet de se rapprocher des objectifs du projet d'implanter 8.000 arbres fruitiers .
27. Le faible taux de 4% de bénéficiaires touchés par l'opération de l'octroi de noyaux de caprins, s'explique par la prudence observée pour cette première opération conduite à titre de test. Les excellents résultats obtenus en 2013 ont entraîné une seconde campagne d'octroi en 2014. Avec la programmation du PTBA de 2014, ce sont 240 ménages qui seront concernés portant ainsi le nombre total de ménages concernés à 280 soit donc 28% de l'objectif de bénéficiaires à atteindre.
28. **Concernant l'amélioration de l'accessibilité des populations aux services sociaux de base**, la situation sécuritaire pénalise encore beaucoup la mise en œuvre des activités. Sur les 5 CSCom construits et réhabilités, 2 seulement montrent un redémarrage des activités. Cependant, à la demande de l'UGP, la plupart des entreprises ont donné leur accord officiel, courant 2014, pour réaliser les différentes constructions aux mêmes coûts adjugés depuis 2011.
29. Les formations en PMA (Paquet minimum d'activités) des agents de santé, envisagées pour les personnels à affecter dans les CSCom nouvellement construits, n'ont pas été réalisées totalement à cause du non-retour progressif du personnel de l'Etat. De même, les activités de prévention des maladies courantes, abandonnées depuis plus de plus de 2 ans, n'ont pas encore pu redémarrer. Par contre, la formation des 12 infirmières obstétriciennes originaires de la région, au niveau de l'école des infirmiers de Gao, pour assurer la disponibilité de professionnels chargés de la santé de la mère pour la région, a pu continuer.
30. **Dans le domaine de l'éducation et de la formation**, aucune autre activité de formation n'a été planifiée par le Programme pour le moment mais fait l'objet d'une forte demande localement après la première vague de formation (i) des représentants des collectivités et des comités de gestion scolaires (CGS) sur les modalités de gestion des infrastructures scolaires (ii) des jeunes sur les opportunités d'emploi et les besoins de formation professionnelle des jeunes (iii) des directeurs des écoles et des enseignants contractuels en morale professionnelle et management scolaire (iv) des campagnes de sensibilisation en faveur de la scolarisation des filles et (v) de 66 (33%) jeunes sur 200 jeunes prévus pour des formations professionnelles.
31. Par contre, le projet a permis grâce à la fourniture d'équipement et de matériel scolaire et à de l'alimentation pour les cantines scolaires la reprise des cours dans 7 établissements au profit de près de 1.000 enfants dont 40% de filles.

32. Le PIDRK avait lancé avant la crise plusieurs chantiers d'écoles et de centres de formation qui doivent être relancés et finalisés en 2014. En plus de ces travaux d'achèvement, d'autres investissements ont été programmés dans le PTBA 2014 concernant la construction et l'équipement de 07 dortoirs pour des élèves, 04 logements pour des enseignants, 01 logement pour directeur et 2 kits infrastructures scolaires (3 classes, 1 direction et 1 bloc de trois latrines). La visite sur le terrain à Kidal a permis de constater que ces travaux peuvent être initiés immédiatement du fait des capacités et des compétences de plusieurs entreprises locales à réaliser des travaux de génie civil en respectant les normes de qualité ; et de la volonté du gouvernement de privilégier l'utilisation des entreprises locales du Nord pour tous les investissements à réaliser dans ladite zone, lorsque celles-ci disposent des compétences nécessaires. Ces investissements sont d'une grande importance pour le système éducatif de la région et le taux de scolarisation au niveau régional.

33. **Concernant le renforcement des capacités des acteurs et le genre**, avant la crise de 2012, le Programme a organisé et réalisé des formations dans divers domaines, en faveur de la plus part de ses bénéficiaires directs comme la formation: (i) de 100 élus et agents des 16 collectivités de la région de Kidal, en matière de maîtrise d'ouvrage ; (ii) de membres d'associations et d'organisations féminines ainsi que des Préfets de la région, en vie associative et en transformation de produits agro pastoraux ; cet élan imprimé à l'activité de renforcement des capacités des bénéficiaires des actions du Programme n'a pu malheureusement être maintenu à cause de la crise. Avec le retour progressif de la paix, depuis le début de l'année, le Programme prépare les toutes premières activités d'envergure en soins aux animaux et en techniques culturelles en faveur des maraichers en particulier.

34. Le Programme reste très sensible au genre, notamment en cette période d'insécurité où la plupart de ses concours s'adressent aux groupes vulnérables parmi lesquels l'on dénombre de nombreuses femmes. C'est le cas de la distribution du matériel aratoire et des semences de maraichage où 47% des bénéficiaires sont des femmes et de l'octroi des noyaux de caprins où 50% des bénéficiaires sont des femmes chefs de ménages vulnérables. La mission a pu constater la forte présence des femmes à travers les activités du Programme, lors des échanges avec les bénéficiaires.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Négocier avec la BOAD la reprise de ses financements	UGP	Immédiat
Préparer le redémarrage des programmes de renforcement de capacités, en particulier des agents de l'Etat de retour dans la Région	UGP	Immédiat
Préparer le redémarrage des travaux	UGP	Immédiat

C. Produits et effets

Composante 1 : Appui à la valorisation du potentiel pastoral

Sous composante 1.1. Amélioration de l'accès aux ressources pastorales

35. Les activités de cette sous-composante au titre du PTBA de 2013 ont porté principalement sur la poursuite des études hydrologiques et géophysiques dont les résultats sont nécessaires à la réalisation des points d'eau pastoraux. Ces études portant sur 18 puits-citernes et 30 puits modernes ont été finalisées. La mission a été informé de l'avis de non objection donné par la BOAD concernant le dossier d'appel d'offres de recrutement d'entreprises pour la réalisation de ces ouvrages préparé et soumis depuis juin 2013. La difficulté de mobilité des engins de réalisation de ces infrastructures dans la situation sécuritaire actuelle de la zone, est généralement évoquée pour expliquer ce long délai.

36. Cependant, au cours de la visite de terrain, la mission a constaté l'existence d'entreprises locales qui sont bien outillées et qui ont réalisé des infrastructures similaires. C'est le cas de l'Entreprise TERIST dont nous avons visité l'un des deux ateliers et qui a réalisé des forages à Kidal et à Adiel Hoc. **Sur ces bases, la mission propose d'examiner avec la BOAD, la possibilité**

d'organiser des appels d'offres au niveau régional et mettant en compétition les entreprises locales.

Sous-composante 1.2. Amélioration de la couverture sanitaire du cheptel

37. Les activités d'appui à l'amélioration de la couverture sanitaire du cheptel de la région ont été marquées par la réalisation de la campagne de vaccination du cheptel contre les maladies les plus courantes et la mise à disposition de produits vétérinaires composés d'antiparasitaires, d'antibiotiques et de vitamines. L'opération a été menée par le bureau d'étude AGIDE en rapport avec les auxiliaires en santé animale constitués en Réseau d'Appui Sanitaire de Proximité (RASP). Le suivi de l'ensemble est assuré par la DRSV de Kidal.

38. Au titre du PTBA de 2013, les objectifs de vaccination ont porté sur le tiers des effectifs de petits ruminants (284 675 têtes) et sur la moitié du gros bétail (68 625 têtes) visés par la DRSV. Sur cette base, les effectifs vaccinés au 31 octobre 2013 ont été de 31 725 têtes de gros bétail (soit 46%) et de 38 548 têtes de petits ruminants (soit 14%).

39. Les objectifs d'amélioration de la couverture sanitaire du cheptel affichés dans le PTBA 2014 portent sur 70 767 têtes de gros bétail pour le PASTOBOV, 224 182 têtes de petits ruminants pour le PASTOVIN et 147 475 têtes de petits ruminants et de gros bétail à l'ANTHRACIS. A l'issue de la première étape (du 23 février au 11 mars 2014 dans les cercles de Kidal, Abeibara et Tin-Essako), les effectifs vaccinés ont été de : 11 084 têtes de gros bétail pour le PASTOBOV, soit 16% ; 53 679 têtes de petits ruminants pour le PASTOVIN, soit 24% et 65 327 têtes de petits ruminants et de gros bétail pour l'ANTHRACIS, soit 44%. **Ces résultats montrent une progression des taux de vaccination pour les petits ruminants. Des efforts restent à faire pour atteindre les objectifs de l'année pour l'ensemble des animaux et en particulier des bovins et camelins.**

Composante 2 : Amélioration et diversification des revenus des groupes vulnérables

40. L'objectif visé par cette composante est d'appuyer des initiatives de production à valeur ajoutée aussi bien sur le plan monétaire que sur le plan nutritionnel. Les activités ainsi programmées ont porté sur l'octroi de noyaux de caprins à des ménages vulnérables, l'appui à la campagne maraîchère par l'octroi de semences et de petits matériels agricoles à des groupes de maraîchers, et sur les actions en faveur de l'atténuation des effets des crises.

41. **Octroi de noyaux de caprins.** Au titre du **PTBA 2013**, l'objectif visé était d'acquérir et d'octroyer 800 caprins à 40 ménages (20 chefs de ménages femmes et 20 chefs de ménages hommes) soit donc un noyau de 20 caprins par ménage vulnérable. Sur la base des critères de vulnérabilité retenus par la Commission de Sélection des Opérations, ce sont 19 ménages femmes et 21 ménages hommes vulnérables qui ont bénéficié des caprins. Sur la période de novembre 2013 à février 2014, le suivi a permis d'enregistrer des résultats intéressants : près du tiers des caprins avait mis bas (254 mises bas) permettant ainsi d'enclencher le processus de remboursement des animaux et la rétrocession à de nouveaux ménages. Ceci a permis aussi d'assurer l'approvisionnement en lait pour la consommation du ménage. D'autres résultats enregistrés en termes de perte (10 caprins soit 1%) et de mortalité (24 soit 3%) présagent d'un niveau de performance élevé dans la reconstitution des noyaux de petits ruminants et par conséquent dans l'amélioration de la situation nutritionnelle des membres ménages vulnérables concernés.

42. Vu ces résultats, l'UGP a proposé d'élargir cette opération aux 4 cercles de la Région au titre du PTBA 2014. Elle concerne près de 4 800 têtes de petits ruminants pour 240 ménages en raison de 60 ménages par cercle avec un démarrage de l'opération prévu pour fin avril 2014. Au cours de la mission, les bénéficiaires ont fait mention de quelques avantages liés à cette activité, parmi lesquels, on peut retenir entre autres : (i) l'élevage des petits ruminants est une activité traditionnellement maîtrisée par les ménages et ne nécessite pas d'apprentissage spécifique ; (ii) les caprins sont acquis sur place dans la zone, minimisant ainsi les risques de pertes des animaux ; (iii) la reconstitution et le développement du noyau de caprins stimule le reclassement social du ménage qui devient moins vulnérable ; (iv) c'est une source potentielle d'amélioration de la situation alimentaire et d'accroissement du revenu des ménages.

43. **Appui à la campagne maraîchère.** L'objectif de cet appui est d'améliorer l'accès des maraîchers de la zone aux semences des principales cultures maraîchères, aux matériels agricoles, aux plans de palmier dattier et à l'eau pour l'irrigation des périmètres maraîchers. Pour le PTBA 2013, près de 188 maraîchers ont bénéficié de cet appui dont 89 maraîchères et 99 maraîchers (près de 47% des bénéficiaires sont des femmes, surtout celles chargées de famille). Un plan de distribution a été élaboré en tenant compte des préférences des populations vulnérables déplacées et celles restées sur place.

44. Les activités programmées au titre du **PTBA de 2014** concernent la réalisation de : (i) 26 puits maraichers, (ii) 5 barrages de recharge de nappe, (iii) 5 impluviums. Le niveau d'équipement des entreprises au niveau de la région de Kidal et le fait qu'elles soient originaires de Kidal, les rendent aptes à réaliser ces travaux dans les conditions difficiles de la région. **La mission recommande de mettre à profit les 3 ou 4 mois avant l'installation pluies (moment où le niveau de la nappe est le plus bas) pour réaliser ces infrastructures.**

45. **Actions d'atténuation et de gestion des risques.** Les activités programmées au titre du PTBA de 2013 ont été réalisées. Il s'agit de : (i) la réception provisoire des travaux de surcreusement et de curage, de réalisation de margelle et de sécurisation des bassins de 10 puits maraichers dans les cercles de Kidal et Tessalit ; (ii) la construction de la digue du pont de Tessalit, et (iii) l'appui en vivres et non vivres à 60 ménages à Tessalit et à Kidal (336 personnes dont 224 femmes), du fait des inondations et des déplacements liés à la crise.

46. Le PTBA de 2014 prévoit la réalisation des activités suivantes en avril-mai 2014 : construction d'un magasin de 500 tonnes pour aliment bétail à Adiel Hoc ainsi que l'acquisition de 200 tonnes d'aliment bétail. Ces activités étaient en cours de préparation pendant la mission.

Composante 3 : Amélioration de l'accès aux services sociaux de base

Santé

47. Compte tenu du retour encore timide des agents de l'Etat et la non fonctionnalité de certains CSCom pour raison d'insécurité, le PIDRK n'a continué à appuyer que les 2 CSCom qui sont restés fonctionnels (Aliou et Aghabo) dans le district sanitaire de Kidal pour la mise en œuvre du PMA (Paquet Minimum d'Activités), à renforcer les capacités d'accueil et de prise en charge des patients dans toutes les structures de santé fonctionnelles de la région et, enfin d'améliorer le plateau technique du Centre de santé de référence (CSRéf) de Kidal. Un accord de collaboration instauré entre le PIDRK et la commune urbaine de Kidal avait pour objectif d'impliquer ladite commune dans la gestion des ressources humaines, notamment l'engagement de sa responsabilité pour le recrutement, l'affectation et le paiement des émoluments des professionnels assurés par le programme.

48. Ces appuis ont concerné le recrutement de 4 professionnels (1 médecin, 2 techniciens de santé et une sage-femme) pour assurer le fonctionnement des CSCom de Aliou et Aghabo ; l'équipement du CSCom d'Aliou et de celui d'Aghabo en frigo mixte (gaz et électricité) ; la dotation en médicaments essentiels et consommables de 7 CSCom de la région (Aliou, Aghabo, Anéfif, Adiel hoc, Abeibara, Tin Essako et Tessalit) ; la fourniture de 4 lits et matelas pour chacun des 8 CSCom et le CSRéf de Kidal ; 36 appareils à tension (brassard et stéthoscope) pour ces 9 structures fonctionnelles de la région ; l'achat et livraison d'un aspirateur, des bouteilles d'oxygène, des réactifs biomédicaux et d'un fauteuil dentaire pour le CSRéf de Kidal (dernier niveau de référence de toute la région) pour assurer la continuité des interventions chirurgicales et obstétricales, les examens de laboratoire indispensables avant toute intervention, et les soins dentaires spécialisés.

49. Les activités réalisées par les CSCom fonctionnels (Aliou et Aghabo) du district sanitaire de Kidal ont permis d'enregistrer de novembre 2013 à Février 2014 les résultats suivants : près de 1600 consultations, dans le domaine curatif, dont 47% constitués par des enfants âgés de 0 à 9 ans, et 22% pour ceux de 10 à 24 ans. Pour le volet relatif à la prévention de la maladie, notamment les activités de surveillance, 510 enfants de 0 à 59 mois ont été suivis par les deux CSCom. Par rapport à la santé de la mère, les résultats ont été extrêmement plus faibles avec seulement 128 consultations prénatales/CPN ; 54 cas de première vaccination antitétanique/VAT1, 36 cas de VAT2 et 06 cas de VAT de rappel ; et 20 accouchements (4 accouchements assistés par les professionnels au

niveau du CSCom, 4 accouchements à domicile par les professionnels, et 12 accouchements à domicile réalisés par les accoucheuses traditionnelles.

50. La mesure de la performance globale a montré que le CSCom de Aghabo est encore peu fonctionnel, car il est tenu par un seul technicien qui mène plutôt des activités en stratégie avancée (soins et suivi en dehors du CSCom), en raison de sa sous fréquentation liée à l'éloignement des habitations du centre. Ces activités en stratégie avancée sont, par ailleurs, très timides à cause de la situation d'insécurité.

51. Le CSCom de Aliou, le plus fonctionnel à cause de sa situation géographique dans la ville de Kidal, est malgré tout sous fréquenté aussi, par rapport à ses résultats antérieurs (avant la crise). Cette faible performance du CSCom de Aliou est due, cette fois-ci, au non-retour de la majorité des populations déplacées (intérieures et extérieures) de son aire de santé, mais aussi à des soins et services plus complets qu'offre le CSRéf.

52. Durant cette mission de supervision, il a été constaté que le CSCom de Aliou qui, depuis sa création, a été construit par d'autres partenaires, en matériaux locaux, présente aujourd'hui des signes de détérioration avancée. L'amélioration des infrastructures du CSCom de Aliou est la plus facile à exécuter dans la situation actuelle (Kidal étant la ville la plus sécurisée de la région), et la plus rentable au point de vue de fréquentation, et contribution à l'amélioration des conditions de prise en charge des femmes et des enfants. **Il est donc recommandé d'inclure dans le PTBA 2014, le renforcement du bâtiment du CSCom de Aliou.**

53. Quant à la situation du CSRéf, les appuis du PIDRK ont permis d'assurer la continuité des soins complémentaires indispensables pour toute la région, notamment les interventions obstétricales et chirurgicales, les prises en charge des traitements médicaux complémentaires, ainsi que les analyses biomédicales. Cependant le fauteuil dentaire fourni par le Programme n'est utilisé que pour des extractions dentaires, alors que les autres soins pour lesquels un fauteuil dentaire est indispensable ne peuvent être assurés par manque de petits instruments et de produits dentaires. **Il est très urgent de doter le CSRéf de Kidal de petits instruments de travail et les différents produits pour le cabinet dentaire, pour une période de 12 mois, afin de faire face à une forte demande de soins dentaires, et éviter aux patients de parcourir plus de 300 km pour ces soins.**

54. En attendant la reprise effective des activités de santé, par les professionnels étatiques, il est indispensable de maintenir les appuis mentionnés ci-dessus, aussi bien au niveau du CSRéf que dans les deux CSCom actuellement fonctionnels, et éventuellement pour les nouveaux CSCom construits en cas de démarrage des activités. Pour cela, il faut **prolonger les contrats des 4 professionnels de santé, qui arrivent à terme juin 2014, pour une durée d'au moins 3 mois supplémentaires, et poursuivre l'approvisionnement en médicaments et consommables pour les CSCom et le CSRéf de Kidal.**

55. Une autre préoccupation, à laquelle la région est confrontée, est le nombre important de personnes souffrant d'affections ophtalmologiques, et surtout des personnes âgées qui ont développé la cataracte et qui sont devenues de malvoyants ou non-voyants. Ces personnes, en majorité nomades, ne peuvent être prises en charge, par manque de spécialistes dans la région de Kidal. Il est indispensable pour le PIDRK, dans le cadre des appuis en santé, **d'initier une mission ponctuelle composée de spécialistes en ophtalmologie pour une campagne de consultations et d'intervention chirurgicale, pour une durée de 4 semaines**, afin de soulager les populations de toute la région. Cette question a d'ailleurs été soulignée par le Gouverneur qui avait mis en exergue la grande satisfaction des populations après le passage d'une équipe pour une mission similaire en 2012.

56. Quant au système éducatif, et en faveur du retour progressif de la paix dans la région, le PIDRK a souscrit aux initiatives de l'Etat pour un démarrage effectif des cours dans les écoles du nord, et il a appuyé les besoins exprimés par l'académie de l'enseignement de Kidal. Ces appuis ont porté, depuis le 4^{ème} trimestre 2013, sur la fourniture de 500 tables bancs et 3.149 kits scolaires pour les élèves ; 60 tables, 60 chaises et 169 kits pédagogiques pour les enseignants ; des appuis alimentaires aux écoles fonctionnelles (au nombre de 6) et un jardin d'enfants regroupant un total de 958 élèves dont 382 filles, soit 40%, contre 576 garçons (60%). Ces écoles et jardin d'enfants sont fonctionnels dans les communes rurales de Kidal, de Tessalit et d'Adiel hoc.

57. Les appuis alimentaires ont concerné toutes les écoles fonctionnelles, à travers l'ONG/EFFAD (Eduquer Former les Femmes en Appui au Développement) pour la remise des vivres aux différents

comités de gestion des dites écoles. Les vivres distribués, pour une durée de 6 mois, sont constitués de 7 tonnes de riz, 470 cartons de pâte alimentaire, 1.200 litres d'huile, 400 kilos de sel et une somme globale de 2 millions pour doter les différentes cantines de viande pour une valeur, en FCFA, de 28.140.750, y compris les frais de gestion (10%) octroyés à l'ONG/EFFAD. Les activités de distribution des vivres doivent être poursuivies dans les écoles pour maintenir l'assiduité des élèves. **Il est conseillé au programme de renforcer le partenariat avec le PAM et les autres partenaires qui interviennent dans le même domaine pour plus de complémentarité et d'utilisation rationnelle des différents fonds.**

58. Les kits informatiques (un ordinateur, une imprimante, un photocopieur, un scanner et un onduleur), ont été achetés et livrés aux autorités régionales de Kidal. Ils sont actuellement stockés en magasin sous la responsabilité du gouvernorat, en attendant le démarrage effectif des activités de l'académie de Kidal et le fonctionnement correct des deux CAP.

59. Par ailleurs, aucune activité de formation professionnelle n'a été envisagée dans le PTBA 2013. Lors de la prise de contact avec les autorités régionales, le gouverneur de région a insisté sur la problématique du chômage des jeunes qui est une préoccupation majeure, car les jeunes filles et garçons aspirent à se former et s'installer dans la région. Cette prise en compte, selon le Gouverneur de Région, permettra de diminuer le risque que les jeunes sans emploi soient enrôlés dans les groupes armés. **Il est donc important pour le PIDRK d'envisager une collaboration avec la chambre des métiers, la MINUSMA et les autres partenaires potentiels, sous la coordination des autorités régionales, pour identifier les métiers porteurs, les catégories de formation professionnelle à réaliser, les lieux, les moyens et les approches pour rendre opérationnelles les activités de prise en charge de la formation et l'emploi des jeunes des deux sexes. Une collaboration avec le projet FIER, en cours de lancement sous la tutelle du MEFP, est aussi recommandée.**

Composante 4 : Renforcement des Capacités et Genre

60. Le **PTBA de 2013** a été marqué, conformément à la programmation, par la réalisation de deux activités de formation à l'endroit des acteurs. Il s'agit de la formation des éleveurs en soins animaux et en gestion des troupeaux avec objectif de pallier l'insuffisance de la couverture sanitaire. Près de 60 éleveurs de Kidal (40 éleveurs) et de Tin-Essako (20 éleveurs) ont pris part à cette formation.

61. Il s'agit aussi de la formation des maraîchers en techniques culturales en vue d'améliorer la productivité dans les périmètres maraîchers. Cette formation a touché 55 maraîchers dont 19 femmes, à Kidal (30 maraîchers) et à Tessalit (25 maraîchers).

62. Sur le plan couverture médiatiques des activités du Programme, trois émissions télévisées et un article de presse « Afrique agriculture » ont été réalisés.

63. Le **PTBA de 2014** prévoit en mai-juin 2014 d'appuyer : (i) la formation des comités de gestion des infrastructures (sociales et pastorales) ; (ii) l'installation d'une radio à Adiel Hoc avec la possibilité de faire passer périodiquement des informations concernant les activités du Programme.

Composante 5 : Gestion et Suivi-évaluation

64. Les activités réalisées courant **2013** dans cette composante ont surtout porté, comme programmé dans le PTBA, sur : la réhabilitation des locaux du bureau et de la base vie du Programme à Kidal ; (ii) l'acquisition et l'opérationnalisation d'un groupe électrogène pour le bureau, (iii) la mise en place d'un dispositif d'accès à l'internet, (iv) l'acquisition de quelques mobiliers de bureau et de matériels informatiques, et (v) le recrutement du Chargé de Développement Agro-pastoral.

65. La visite de terrain a permis de constater l'état très avancé de la finalisation des travaux de réhabilitation des locaux du projet et de la base vie ainsi que l'opérationnalisation des dispositifs mis en place pour des conditions optimales de travail (électricité, internet, etc.).

66. Pour le **PTBA 2014**, il s'agira d'assurer la finition des travaux susmentionnés et de compléter les mobiliers et autres équipements requis pour le bon fonctionnement du bureau. D'autres acquisitions importantes à faire concernent les téléphones satellites, ainsi que l'appui à la sécurité du personnel et des locaux.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
examiner avec la BOAD la possibilité d'organiser des appels d'offres au niveau régional et mettant en compétition les Entreprises locales	UGP	Immédiat
mettre à profit les 3 ou 4 mois avant l'installation pluies (moment où le niveau de la nappe est le plus bas) pour réaliser ces infrastructures	UGP/entreprises	D'ici juin 2014
Organiser une mission ophtalmologique pour répondre à des besoins urgents des populations	UGP	Mai 2014
Prolonger le contrat des 4 professionnels de la santé jusqu'en fin septembre 2014 au moins	UGP	Avril 2014
Renforcer le partenariat avec les autres partenaires intéressés par les cantines scolaires pour une meilleure utilisation et distribution des vivres	UGP	Avril 2014
Collaborer avec la MINUSMA, la chambre des métiers et le nouveau projet FIER pour identifier les opportunités et les besoins prioritaires en matière de formation des jeunes pour lutter contre le chômage crucial des jeunes de la région	UGP	Avril 2014

D. État d'avancement de l'exécution du projet

67. **Prise en compte des recommandations de la supervision précédente** : sur les 37 recommandations formulées en novembre 2013, 21 ont déjà été exécutées, 10 sont en cours d'exécution et 5 ne sont pas encore dans le processus d'exécution mais sont programmées dans le PTBA de 2014. L'exécution est très satisfaisante dans le domaine du suivi des recommandations qui sont prises en compte sérieusement par les responsables du projet. Les échanges réguliers avec le FIDA permettent également d'affiner et de formuler des recommandations utiles pour le projet.

68. **Ressources humaines et Suivi/Evaluation** : le PIDRK connaît depuis son lancement, un déficit en ressources humaines tant du point de vue des effectifs que des compétences nécessaires à la mise en œuvre des activités. Les postes non ou insuffisamment pourvus en capacités concernant les domaines suivants: renforcement des capacités ; Suivi/Evaluation ; infrastructures et équipements et ; Développement agro pastoral et protection de l'environnement. Pour satisfaire les besoins autres que ceux du Suivi Evaluation, le Programme s'est appuyé sur les compétences présentes au sein des Directions techniques Régionales.

69. Dans le cas précis du Suivi Evaluation dont le poste n'a pu être pourvu depuis 2011, les activités sont conduites par un assistant appuyé du responsable du Suivi Evaluation de la Coordination des Projets FIDA. Bien que l'on note une amélioration progressive dans l'organisation de la collecte des données et des informations sur les activités, il est indéniable que ce domaine très exigeant du Projet, demande encore beaucoup d'efforts pour atteindre le niveau de satisfaction voulu. La mission précédente avait encouragé fortement l'accompagnement fait dans ce cadre par le spécialiste du Suivi Evaluation de la Coordination des Projets FIDA, et avait recommandé de renforcer l'accompagnement de l'Assistant en suivi-évaluation du PIDRK par l'intermédiaire du responsable de suivi-évaluation de la CNPPF, à travers l'élaboration et le suivi d'un planning des activités à mettre en œuvre. La recommandation de demander aux partenaires du projet de contribuer à la collecte des données et d'inclure dans les termes de référence des prestataires travaillant pour le projet une clause relative au recueil de données pour améliorer le suivi-évaluation des activités

menées avait été aussi formulée. Cet appui a été apporté et la qualité du suivi s'est améliorée même si les efforts doivent être poursuivis.

70. **Cohérence entre PTBA et exécution** : l'année 2013 a montré une cohérence presque parfaite entre PTBA et exécution avec un excellent respect des activités programmées et un taux de décaissement de près de 96% au 31 décembre 2013.

71. **Approche en matière de ciblage, parité hommes-femmes** : comme indiqué ci-dessus, le projet, le Programme est depuis ses origines sensible au genre, Le cadre logique indique que 45% des personnes ayant bénéficié d'informations, d'appui/conseil et de services de la composante 1 du projet sont des femmes (37.000 sur 80.000). dans la composante 2, 49% des financements du Fonds pour les Initiatives Génératrices de Revenus ont été accordés à des femmes. Au niveau de la scolarisation des enfants, 43% sont des filles. Des efforts doivent être toutefois faits pour informer mieux encore les femmes de l'existence du projet : parmi les personnes connaissant le projet, seuls 37 % sont des femmes. De même, les bénéficiaires de formation au niveau communal sont à 80% des hommes. **Dans une période d'insécurité où la plupart de ses concours s'adressent aux groupes vulnérables parmi lesquels l'on dénombre de nombreuses femmes, le PIDRK doit développer des approches spécifiques pour encore mieux cibler les femmes et les jeunes filles.**

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
développer des approches spécifiques pour encore mieux cibler les femmes et les jeunes filles	PIDRK	Dès que possible

E. Aspects fiduciaires

72. **Gestion financière.** Les opérations administratives, financières et comptables du Projet sont tenues de façon régulière. A cet égard il faut relever que les états financiers 2013 ont été établis et envoyés au FIDA depuis le 19 février 2014 à environ un mois et demi avant l'échéance du 31/03/2014. L'audit des comptes est en cours et le rapport sera transmis au FIDA avant le 15 avril 2014. Par ailleurs, toutes les situations de gestion fiduciaire nécessaires à la présente revue ont été rendues disponibles au démarrage de la mission.

73. Système de gestion financière. Des échanges sont en cours avec l'équipe du représentant au Mali de la société TOMATE pour la migration du logiciel de gestion comptable et financière vers TOM2PRO afin de l'opérationnaliser avant le 31 mars 2014.

74. Immobilisations. Avec l'inventaire de clôture des comptes au 31/12/2013 et le rapprochement de l'inventaire physique avec les données comptables, tous les équipements, matériels et véhicules perdus (équipements et matériel de bureau, 9 véhicules et 28 motos, groupe électrogène et 3 climatiseurs split) lors de l'occupation de la ville de Kidal en mars 2012 ont été sortis du fichier comptable et physique du PIDRK sur la base du rapport circonstancié du 14 mai 2012.

75. Personnel. La mission a relevé qu'une évaluation du personnel a été effectuée en mai 2013, ce qui a permis d'appliquer, à partir du 01/07/13, l'augmentation des 5% prévue dans la grille des salaires des Projets/Programmes/Mali et ce, conformément aux dispositions contractuelles. Cependant, à l'instar de ce qui est fait au niveau du PIDRN, en matière de prime de performance, le PIDRK a introduit une demande pour bénéficier du même traitement. La mission est d'avis qu'il est nécessaire d'harmoniser la prise en charge du personnel des différents Projets et Programme/FIDA/MALI.

76. Par ailleurs, la mission a été informée du départ du Comptable du Programme qui va rejoindre l'équipe de l'ASAP/PAPAM pour le même poste au niveau national. Il est donc nécessaire de recruter un assistant comptable et de prévoir des missions d'assistance ponctuelle pour la prise en charge des opérations comptables sur TOMPRO. Le Programme compte actuellement 9 agents (Directeur, RAF, le Responsable en Santé publique, le Responsable de Développement Agro-pastoral et protection de l'environnement, le Responsable de Suivi-évaluation, l'Assistant comptable, le Secrétaire de Direction et 2 chauffeurs.

77. Avec l'achèvement du Programme le 30 septembre 2014 et sa clôture le 31 mars 2015, il est important de calculer les droits du personnel à libérer à chaque échéance et ce après visa de l'Inspection du Travail. Pour rappel, le personnel de clôture est constitué du Directeur, du RAF, le du RSE, de l'assistant Comptable et de deux chauffeurs.

Gestion financière et décaissements.

78. PTBA 2013. Le PTBA 2013 a été révisé en août et approuvé le 24/09/13 par le Comité de Pilotage extraordinaire (non objection du FIDA du 21 octobre 2013). Il totalise un montant de 670 133 829 FCFA avec des prévisions par bailleur de : 317 052 705 FCFA/FIDA (47,31%); 186 243 462 FCFA/FBSA (27,79%); 19 473 900 FCFA/BOAD (2,91%); 147 363 762 FCFA/ETAT (21,99%). Aucune activité ouvrant droit à contribution des Bénéficiaires n'a été budgétisée. Au 31/12/2013, le montant total exécuté est de 640 436 235 FCFA, soit 95,57%, ce qui est très satisfaisant eu égard au contexte de mise en œuvre et à la période de référence. Les taux par bailleur sont de : 101,46%/FIDA ; 88,47%/FBSA ; 67,3%/BOAD ; et 95,48%/Etat. En ce qui concerne les composantes, les taux d'exécution se présentent comme suit : 91,89%/composante I ; 100,6%/composante II ; 86,48%/composante III ; 102,61%/composante IV et 99,34%/composante V.

79. PTBA d'achèvement/2014. Il totalise hors BOAD un montant de 2 829 389 715 FCFA avec des prévisions par bailleur de : 1 698 449 026 FCFA/FIDA (60,03%); 794 061 531 FCFA/FBSA (28,06%); 336 879 157 FCFA/ETAT (11,90%). Le montant exécuté au 28 février 2014 est de 77 574 360 FCFA, soit un taux d'exécution de 2,74%. Le montant budgétisé sur la BOAD est de 515 674 175 FCFA dont l'exécution à fin février n'est pas significative.

80. La mission estime que par rapport aux exigences de l'achèvement, le Programme devra faire une revue du PTBA d'achèvement 2014 dans une dynamique de recherche de cohérence par rapport à sa capacité d'absorption. En effet, il est nécessaire d'appliquer à ce PTBA/PPM le principe de la planification à rebours pour assurer de façon certaine la réalisation des activités programmées avant la date d'achèvement. Il faut rappeler que les activités réalisées après la date d'achèvement, à l'exception de celles relatives aux activités de clôture, ne seront pas payées sur les ressources du Prêt et du Don.

81. Les demandes de non objection en instance de traitement au FIDA totalisent un montant de 305 416 550 FCFA. Elles concernent : i) 26 puits maraîchers/273 886 800 FCFA ; ii) 01 magasin de stockage d'aliment bétail/31 529 750 FCFA. Les investissements en cours au niveau de l'ANICT se chiffrent à 346 394 495 FCFA/FBSA (construction 01 CSCom complet, 05 kits de systèmes d'éclairage solaire, 04 points d'eau et construction de 05 logements etc.). Dans un environnement sécurisé et en tenant compte de ces éléments et des activités réalisables au 31 août 2014 ainsi les charges récurrentes de la période, le taux d'exécution du PTBA d'achèvement hors BOAD pourrait d'atteindre 50,32%.

82. Performance financière des Bailleurs. En termes d'obligations de financement, le montant décaissé se chiffre à 10 048 000 USD pour un montant d'engagements approuvés de 24 585 000 USD, soit un taux d'exécution de 40,87%. Les taux d'exécution des bailleurs sont de: 45,13%/Prêt FIDA ; 55,71%/Don FBSA ; 15,14%/ Prêt BOAD ; 58,58%/Etat ; 7,36%/ bénéficiaires. Les taux de réalisation par composante sont de: 20,14%/composante 1 ; 25,32%/composante 2 ; 55,84%/composante 3 ; 30,20%/composante 4 et 93,55%/composante 5.

83. Mobilisation du Prêt FIDA. A la DRF N°27 comprise, 3 475 145,05 DTS ont été décaissés pour une allocation du prêt de 7 700 000 DTS, soit un taux de décaissement réel de 45,13%. En prenant en compte la DRF 28 (79 266 653 FCFA/106 700,25 DTS), en traitement au FIDA, le taux de décaissement sera de 46,52%. La DRF/29 (98 041 905 FCFA /131 973,48 DTS) en cours d'envoi portera le taux de décaissement à 48,23%

84. Mobilisation du Don FBSA. A la DRF n°8 comprise, 1 504 272,66 euros ont été décaissés pour une allocation du Don de 2 700 000 euros, soit un taux de décaissement réel de 55,71%. La prise en compte de la DRF n°9 (66 577 377FCFA/101 495,46 euros) en traitement au FIDA portera le taux de décaissement à 59,47%.

85. Mobilisation Prêt BOAD. Les montants sollicités et décaissés sont de 416 375 956 FCFA. Par rapport à la dotation du prêt de 2 750 000 000 FCFA, le taux de décaissement est de 15,14%.

86. Compte Spécial Prêt FIDA. Un montant de 348 739 303 FCFA a été reconstitué pour une avance initiale de 350 000 000 FCFA, ce qui met en évidence un écart en moins dans le Compte Spécial de 1 260 697 FCFA correspondant ; i) à des taxes préfinancées par le FIDA pour le compte de la contrepartie de 899 767 FCFA qui seront régularisées dès le règlement des DRF 28 et 29 ; ii) au fond de caisse perdu lors de la disparition du coffre-fort du programme de 360 930 FCFA. Par ailleurs, au 28 février 2014, la trésorerie disponible en banque se chiffre à 103 553 669 FCFA ; les DRF n°28 (79 266 653 FCFA) et 29 (98 041 905 FCFA) sont respectivement en cours de paiement et en instance d'envoi et les montants décaissés non encore soumis sont de 67 877 076 FCFA.

87. Compte Spécial Don FBSA. Un montant de 248 764 407 FCFA a été reconstitué pour une avance initiale de 250 000 000 FCFA, ce qui met en évidence un écart en moins dans le Compte Spécial de 1 235 593 FCFA correspondant à des taxes préfinancées par le FBSA pour le compte de la contrepartie qui seront régularisées dès le règlement de la DRF n°9. Par ailleurs, au 28 février 2014, la trésorerie disponible en banque est de 176 192 124 FCFA et la DRF n°9 de 66 577 377 FCFA en instance de paiement au FIDA ; les montants retirés du compte spécial et non encore soumis se chiffrent à 5 994 906 FCFA.

88. Compte Spécial Prêt BOAD. Un montant de 70 000 000 FCFA a été reconstitué pour une avance initiale de 70 000 000 FCFA. La trésorerie disponible en banque est de 64 061 270 FCFA et les montants retirés du compte spécial et non encore soumis se chiffrent à 5 938 730 FCFA.

89. Situation de trésorerie. Les soldes créditeurs des comptes spéciaux et sous comptes se chiffrent à 488 859 078 FCFA dont 103 553 669 FCFA/FIDA ; 176 192 124 FCFA/FBSA ; 64 061 270 FCFA/BOAD et 145 052 015 FCFA/Compte Etat. Les DRF 28/FIDA et 9/FBSA, en traitement au FIDA, la DRF 29/FIDA, en cours d'envoi et le BSI 2013 de 105 000 000 FCFA, en cours de paiement totalisent un montant de 348 885 935 FCFA. Ainsi, la trésorerie du Programme à court/moyen terme va atteindre un montant de 837 745 013 FCFA.

90. Récupération des avances initiales. La mission rappelle les dispositions relatives au recouvrement du dépôt initial de l'appendice 2 « Procédure 1 –Compte Spécial », paragraphe 11 de la Lettre à l'Emprunteur du 17/05/10. A cet égard, en tenant compte de la date d'achèvement du 30 septembre, le Programme élaborera un plan de recouvrement des avances initiales des comptes spéciaux FIDA et FBSA sur la base du PTBA/PPM/2014 revu éventuellement en fonction des recommandations de la présente mission et du plan de décaissement prévisionnel réajusté en conséquence .

91. **Financement de contrepartie.** Le montant total décaissé au titre de la contrepartie pour les années 2007 à 2014 est de 828 631 985 FCFA dont : 317 784 000 FCFA/BSI et 491 577 907 FCFA/Taxes). Les prévisions budgétaires correspondantes sont de 1 855 220 458 FCFA (603 000 000 FCFA/BSI et 1 252 220 458 FCFA/taxes), soit 44,66% de taux global de réalisation, 52,70% par rapport au BSI et 39,26% par rapport aux taxes. Le montant des réalisations, rapporté à l'engagement de l'Etat en matière de contrepartie sur la durée du Programme (2.889.000 USD), donne un taux d'exécution de 58,58%. En matière de BSI, 20 000 000 FCFA ont été payés le 03/05/13 sur les 62 500 000 FCFA budgétisés. Il reste un solde de 42 500 000 FCFA auquel va s'ajouter la programmation du deuxième mandat de 62 500 000 FCFA au titre du deuxième semestre 2013, soit un montant total de 105 000 000 FCFA. Au titre de 2014, la notification pour l'ouverture de crédit du BSI du premier semestre 2014 de 32 500 000 FCFA a été envoyée au CSA pour traitement. Elle sera suivie en juin de l'ouverture de la deuxième tranche du même montant. Au total, en tenant compte des soldes de 2013 en cours de paiement (105 000 000) et des prévisions de BSI 2014 (65 000 000 FCFA), le Programme devra mobiliser 170 000 000 FCFA de Contrepartie.

92. **Contribution des bénéficiaires.** En 2011, cette contribution a été budgétisée avec une comptabilisation des réalisations de 9 785 215 FCFA, soit environ 20 000 USD. Elle a été totalement exprimée en numéraires, estimée et calculée sur les investissements sous maîtrise d'ouvrage des collectivités. La mission a été informée qu'en 2010/2012/2013 il n'y a pas eu de programmation d'investissements sous maîtrise d'ouvrage déléguée. Le montant des réalisations rapporté à la contribution attendue durant l'exécution du Programme, de 278 000 USD, donne un taux de réalisation de 7,36%.

Conformité avec les dispositions de l'Accord de prêt.

93. Passation des marchés. Le registre des contrats FIDA/FBSA/BOAD, sous maîtrise d'ouvrage du Programme, comprend 62 éléments pour un montant total contractualisé de 1 055 254 423 FCFA sur la période 2009 -2013 dont 1 044 532 799 FCFA payés, soit un taux de réalisation de 99%. Le solde de 10 721 624 FCFA correspond aux retenues de garantie des puits maraichers et des locaux techniques des radios réalisés en 2011 et qui seront libérées dès que le Programme aura procédé à la réception définitive des ouvrages concernés. Au 28/02/14, les marchés en cours d'exécution totalisent un montant de 86 826 912 FCFA, pour un total décaissé de 65 211 547 FCFA, soit un taux de décaissement de 75,10%.

94. La mission a examiné les (15) marchés signés, à date, sur la base des dossiers de consultation, des rapports d'analyse et des ANO. Il s'agit de : i) neuf (09) marchés en entente directe (campagne de vaccination/20 700 000 FCFA/DRSV ; contrôle et surveillance des travaux de réhabilitation/850 000 FCFA/DRUH ; connexion internet à Kidal/7 480 000 FCFA/SPEEDCOM ; appui à l'équipement des enseignants/14 010 000 FCFA/Académie ; appui aux populations déplacées/16 384 830 FCFA/SOLISA ; transport matériels sur Kidal/3 100 000 FCFA ; formation en gestion des troupeaux/6 587 130/AGIDE ; formation en techniques culturelles/ 3 704 250 FCFA/GARDL ; formation du personnel/UGP en informatique/2 980 000 FCFA /Logic intérim) ; ii) deux (02) de

consultation restreinte (réhabilitation de la base vie/17 505 412 FCFA/Henry construction ; audit des comptes 2013/4 575 000 FCFA/Finaudit) ; iii) deux (02) de cotation de fournisseurs (acquisition groupe électrogène/18 500 000 FCFA et climatiseurs/6 400 000 FCFA/Niare froid) et iv) (01) appel d'offres ouvert relatif à l'achat de deux véhicules sur les fonds de contrepartie Etat/CFAO/66 600 000 FCFA. Cet examen n'appelle pas d'observation particulière en matière de respect des procédures nationales de passation des marchés/contractualisation ainsi que celles du FIDA.

95. Convention ANICT/PIDRK. Le compte FBSA/ANICT a été crédité le 03/12/2010 d'un montant de 197 541 663 FCFA à titre d'avance dont 161 626 616 FCFA justifiés. La DPD n° 05 du même montant en faveur de l'ANICT, a été payée le 26/10/2011, reconstituant ainsi le montant de l'avance initiale non encore justifié à date. Par ailleurs, le compte BOAD/ANICT a reçu une avance de 180 500 000 FCFA le 03/12/2010, justifiée à hauteur de 168 539 910 FCFA, soit un solde à justifier de 11 960 090 FCFA. L'avenant n°01 du 04 octobre 2013 relatif à la délégation de la maîtrise d'ouvrage au Programme des travaux et équipements d'infrastructures d'hydrauliques, pastorales et de désenclavement a été signé en décembre 2013 et la demande d'avance initiale d'un montant de 400 000 000 FCFA a été envoyée en janvier à la BOAD.

96. Etats certifiés de dépenses. La revue des ECD a été effectuée sur 59/168 éléments des DRF/FIDA n°27 et 28 et sur 10/29 éléments de la DRF/FBSA n°09, toutes catégories confondues. Cette revue s'est basée sur les seuils stipulés dans la lettre du FIDA du 31/10/11. Les dépenses relatives à ces deux DRF/FIDA couvre respectivement les périodes du 01/01 au 31/08/13 et du 01/09 au 30/11/13 et celle du FBSA, du 01/11/ au 31/12/13. L'examen des dossiers de justifications n'appelle d'observation particulière notamment en matière de systématisation de la certification du « service effectué ou de la fourniture faite ».

Comptabilité et Audit.

97. Comptabilité 2013/2014. L'arrêté des comptes 2013 est finalisé et les états financiers et leurs annexes ont été transmis au FIDA le 19 février 2014. Les rapprochements bancaires mensuels de l'année 2013 relatifs aux dix (10) comptes du Programme, dont quatre (04) comptes spéciaux (FIDA, FBSA, BOAD, Etat), quatre (04) comptes d'opération correspondant et un (01) compte dépôt à terme/Etat, sont à jour. Au 28/02/14, toutes les pièces comptables 2014 ont été imputées et saisies et les états comptables ont été édités (Journaux, grands livres, général et analytique ; balances, générale et analytique et fiches d'analyse de compte). Les rapprochements bancaires des mois de janvier et février sont également établis ne comportent pas d'écritures en suspens.

98. Audit des comptes 2013. Il est en cours d'exécution et le rapport sera envoyé au FIDA au plus tard le 15 avril 14. A cause du contexte de mise en œuvre l'audit s'est limité à la revue des pièces au niveau de l'UGP à Bamako, ce qui n'a pas permis notamment de procéder à la revue de la traçabilité des ressources auprès d'un échantillon de prestataires stratégiques dans la zone d'intervention du Programme.

99. Suivi supervision. Deux recommandations sous la responsabilité du FIDA et la CNPPF n'ont pas été encore mises en œuvre. Il s'agit de : i) l'utilisation du solde du compte « Produits FIGR » de 1 302 964 FCFA pour la prise en charges des activités d'atténuation des risques avant la clôture dudit compte ; ii) l'application de la prime de performance du PIDRK à l'instar de ce qui se fait au PIDRN, dans le cadre de l'harmonisation de la prise en charge du personnel des Projets/Programmes/FIDA/MALI.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Procéder à la migration du logiciel de gestion financière et comptable vers TOM2PRO	Directeur/RAF	31/03/14
Statuer sur la demande de prime de performance du PIDRK à l'instar du PIDRN, dans le cadre de l'harmonisation de la prise en charge du personnel des Projets/Programmes/FIDA/MALI.	CNPPF	31/03/14
Etablir les droits et indemnités du personnel à l'achèvement et à la clôture et les soumettre au visa de l'inspection du travail	Directeur/RAF	30/06/14
Recruter un assistant comptable pour pallier en partie le départ du comptable	Directeur/RAF	30/04/14
Prévoir des missions d'assistance ponctuelle pour la prise en charge des opérations comptables sur TOMPRO	Directeur/RAF	PM
Effectuer une revue d'appoint du PTBA d'achèvement 2014 sur la base d'une planification à rebours afin de s'assurer de façon certaine de la réalisation des activités programmées avant la date d'achèvement	Directeur/RAF	31/03/14
Procéder à la signature et la transmission de la DRF 29/ FIDA	RAF	31/03/14
Traiter et régler rapidement les DRF 28/FIDA et 09/FBSA	FIDA	31/03/14
Régulariser l'écart de reconstitution du compte spécial FIDA relatif aux taxes préfinancées de 897 767 FCFA	Direct /RAF	PM : dès paiement DRF 28 et 29
Régulariser l'écart de reconstitution du compte spécial FBSA relatif aux taxes préfinancées de 1 235 593 FCFA	Direct /RAF	PM : dès paiement DRF 09
Préparer un plan de recouvrement de chaque avance initiale du Prêt FIDA et du Don FBSA, sur la base du PTBA/PPM et du plan de décaissement 2014 revu éventuellement en fonction des recommandations de la présente mission et du plan de décaissement réajusté en conséquence.	Direct/RAF	31/03/14
Assurer le suivi du paiement des 105 000 000 FCFA au titre du mandat BSI de 2013 et de 65 000 000 FCFA au titre du BSI de 2014.	Direct/RAF/CSA	30/09/14
Assurer le suivi de la justification du compte FBSA/ANICT (197 541 663 FCFA) et BOAD/ANICT (11 960 090 FCFA)	Direct /RAF	PM
Assurer le suivi de paiement de la demande d'avance de 400 000 000 FCFA initiale envoyée à la BOAD en janvier 2014	Directeur/RAF	31/03/14
Transmettre le rapport d'audit des comptes de l'exercice 2013 au FIDA	Directeur/RAF	15/04/14
Autoriser l'utilisation du solde du compte « Produits FIGR » de 1 302 964 FCFA pour la prise en charges des activités d'atténuation des risques	FIDA	31/03/14

F. Conclusion

100. Une des questions posées à la mission était de mesurer l'opportunité, suite à la requête du Gouvernement malien, de procéder à une prolongation du projet. Les contacts pris avec la BOAD montre que celle-ci est prête à étendre la durée du projet mais qu'elle se pose les mêmes questions de possibilité de travailler dans la Région de Kidal avec des prestataires fiables.

101. Le fait que la mission de supervision ait pu se rendre à Kidal, ce qui n'avait pas été le cas depuis plus de 2 ans, est un gage du redémarrage effectif des activités dans la Région et d'une amélioration du contexte sécuritaire.

102. La mission de supervision du PIDRK a pu observer l'excellente insertion du PIDRK dans le contexte de Kidal et noter l'excellente connaissance de la problématique régionale de ses responsables. La mission a ainsi confirmé la capacité du projet à mettre en œuvre des activités pertinentes et efficaces en appui aux populations rurales pauvres de la Région de Kidal malgré le contexte difficile. Des avancées sont notables depuis la dernière mission de supervision réalisée en novembre 2013. Les bureaux du projet ont été réhabilités et même si l'équipe n'a pas été complètement reconstituée, il est maintenant possible de travailler depuis Kidal dans des conditions satisfaisantes.

103. Lors de son séjour à Kidal, la mission a pu vérifier l'existence de partenaires fiables sur lesquels le projet peut s'appuyer pour la mise en œuvre de ses programmes (ONG, entreprises). Les bénéficiaires du projet ont exprimé leur satisfaction des activités du projet et ont sollicité sa poursuite dans un contexte encore fragile marqué par le retour des populations dans leurs zones d'origine.

104. Du côté des services gouvernementaux, la demande de la continuation du PIDRK est forte également et se justifie, outre pour les actions menées en faveur des ruraux pauvres, par l'accompagnement des fonctionnaires des services déconcentrés qui sont progressivement réaffectés à Kidal et qui ont besoin d'accompagnement et d'appui dans leurs activités de terrain.

105. Les activités programmées par le projet sont nombreuses et pour la majorité d'entre elles, les études et les dossiers d'appels d'offres sont prêts à être lancés (puits-citernes, impluviums, marchés à bétail, écoles, centres de santé).

106. Au regard des différents éléments résumés ci-dessus, la mission recommande de prolonger le projet jusque fin 2015 pour finaliser les actions engagées, mettre en œuvre les actions programmées qui sont prêtes à l'exécution, et contribuer à la restauration de la paix ainsi qu'au redémarrage d'activités normales dans la Région de Kidal. Toutefois, même si la situation s'améliore, elle reste fragile ; des incidents sont reportés régulièrement et les règles de la plus grande prudence doivent être maintenues.

107. La prolongation du Programme permettra de consolider le processus de : (i) réhabilitation des infrastructures d'irrigation des périmètres maraîchers, (ii) distribution de noyaux de caprins, (iii) de fonctionnement des CSCOM, (iv) renforcement du système de suivi, de collecte et d'analyse des données relatives aux résultats du programme, et (v) préparation des activités préalable à l'achèvement du programme.

108. Le FIDA et le Gouvernement de la République du Mali entérinent les conclusions de la mission de supervision.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du PIDRK et notes

Faits essentiels

Pays	Mali	No. du projet	1356	No. du prêt/don DSF	704
Projet	Programme intégré de développement rural de la région de Kidal			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	26/06/2014				
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD				
Nbre de Supervisions	6	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	2		
Dernière Supervision	14/03/2014	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	11/11/2011		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	14/12/2006			Coût total	22.83	
Accord	16/02/2007	Délai d'entrée en vigueur	7.3	FIDA Total	11.34	
Entrée en vigueur	20/07/2007	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	11.34	48
Premier décaissement	07/05/2008			Don DSF		
Examen à mi-parcours	11/11/2011	Dernier amendement	02/09/2010	Don FIDA		
Achèvement initiale	30/09/2014	Dernier audit	01/04/2014	Financement national total	2.97	
Achèvement	30/09/2014			Beneficiaries	0.26	7
Clôture initiale	31/03/2015			Government (National)	2.71	59
Clôture	31/03/2015			Cofinancement total externes	8.53	
Nbre de prolongations	0			BOAD	5.03	15
				Belgium/BSF	3.50	56

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	5	1. Qualité de la gestion du projet	5	5
2. Acceptabilité du taux de décaissement	3	3	2. Exécution du S&E	3	3
3. Fonds de contrepartie	3	3	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	4
4. Conformité à l'accord de financement	3	5	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	5
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	5	5. Lutte contre la pauvreté	4	4
6. Qualité et ponctualité des audits	5	4	6. Efficacité du ciblage	4	4
			7. Innovation et leçons apprises	3	4
			8. Prise en climat et environnement		3

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
------------------------------	------------	----------	----------------	------------	----------

1. Appui à la valorisation du potentiel pastoral	3	3	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	3	3
2. Amélioration&diversification revenus groupes vuln.	4	3	2. Autonomisation	3	3
3. Amélioration accès services sociaux de base	4	4	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	3	3
4. Renforcement des capacités des acteurs	4	4	4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	4
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	4	4

B.5 Justification des notes

Dans la situation de délocalisation du siège à Bamako, les opérations administratives, financières et comptables sont prises en charge de façon très satisfaisante. A cet égard, les états financiers de 2013 et l'Audit des comptes ont été transmis au FIDA avant les délais. Les éléments visés à l'appendice 6 de l'aide-mémoire sont à un niveau de prise en charge satisfaisant. L'examen des 15 marchés signés sur la base des dossiers de consultation, des rapports d'analyse et des ANO n'appelle aucune observation particulière en matière de respect des procédures nationales de passation des marchés/contractualisation ainsi que de celles du FIDA. L'audit des comptes de l'exercice 2013 a été reçu par le FIDA le 11/06/2014. Les stratégies de sélection des bénéficiaires tiennent compte des groupes vulnérables, notamment les femmes. Dans le cadre de la distribution des noyaux de caprins, les mêmes quotas ont été alloués aux chefs de ménages vulnérables hommes et femmes. Près de 48% des bénéficiaires des semences de produits maraichers sont des femmes. Le projet a toujours été à la recherche d'innovations pour promouvoir des actions efficaces et durables dans la région particulière de Kidal. L'expérience qui utilise des personnes ressources du milieu comme auxiliaires de santé animale, formés aux soins à porter aux animaux, constitue par exemple une innovation répliquable dans des milieux similaires, pour pallier la difficile mobilisation des services de l'Etat. Malheureusement, la dégradation de la situation sécuritaire de la zone en mai 2014 a détruit beaucoup des progrès enregistrés par le programme dans l'amélioration et la diversification des revenus des groupes vulnérables

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	3	3
C.2 Sécurité alimentaire	3	3
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique		3
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	3	3

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Les activités menées avec les partenaires du projet en 2012 et 2013 ont permis de sauvegarder certains actifs au niveau des populations, même si certains pillages ont malheureusement privé les ruraux de certains de leurs biens collectifs et personnels. La sécurité alimentaire reste toujours fragile à cause du peu d'opportunités et de la persistance de la crise ; les appuis en semences pour les PPM ont permis d'avoir un bon niveau de production. Les campagnes de vaccination ont aussi permis de sauvegarder les troupeaux de ruminants et de petits ruminants. Les octrois d'animaux encore à petite échelle doivent se développer pour améliorer l'impact. Les distributions d'aliments dans les cantines scolaires a bénéficié à près de 1000 enfants. Dans le domaine de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique, le Programme a un volet de puits maraichers, de forages complété en 2013 par des puits citernes et des impluviums très efficace pour le stockage de l'eau et la résilience climatique. Le programme a été capable de mettre en œuvre efficacement son PTBA 2013 mais à cause de la situation sécuritaire l'avancement global de l'exécution du projet reste en dessous des objectifs du projet.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	2	3
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

Malgré le contexte particulièrement difficile, le programme a déployé des efforts pour poursuivre l'exécution de certaines de ses activités, et surtout de maintenir en état de fonctionnement les structures réalisées. Toutefois, l'état d'avancement du programme a été fortement affecté par la crise et la probabilité de réaliser les objectifs du projet restent réduites avec un achèvement prévu en septembre 2014. La prolongation du projet envisagée un temps pour une meilleure atteinte des objectifs a été rendue impossible par les événements de mai 2014 survenus à Kidal.

C.6 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Le risque principal est resté tout au long du projet la situation de crise dans le Nord du Mali que l'équipe de projet a réussi à maîtriser, délocalisée à Bamako
Avancement de l'exécution du projet	Certains des résultats des activités déjà réalisées sont visibles ; les impacts sont perceptibles à des degrés divers selon les secteurs d'intervention. Le projet doit se donner les moyens d'illustrer ces résultats dans le rapport d'achèvement.
Produits et réalisations	
Durabilité	La participation des structures décentralisées, des collectivités locales et des organisations de producteurs à toutes les activités constitue un gage de leur durabilité. Les soutiens apportés en 2013 ont permis de maintenir certains acquis dans ce sens. Le risque est que la nouvelle détérioration de la situation sécuritaire ne mette à mal ces acquis

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Rapport d'achèvement	Programmer la mission d'achèvement pour capitaliser les acquis du PIDRK et formuler des recommandations pour s'assurer de leur durabilité, en particulier dans le cadre des efforts du Gouvernement malien pour la reconstruction du Nord du pays.	Octobre 2014	
Enquete SYGRI finale	Programmer la mission pour l'enquete SYGRI.	Septembre 2014	
Mise en place des mécanismes de cloture	Appuyer les services techniques de l'Etat à poursuivre les activités nécessaires à l'appropriation par les bénéficiaires des activités réalisées et des mécanismes de gestion des infrastructures mises en place par le projet.	Dès que possible	

Observations supplémentaires

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Objectif global Contribuer à réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire des populations les plus pauvres de la région de Kidal	Unité	Cible	REALISATIONS	Observations
Enfants en insuffisance pondérale - Poids par âge	%		26	Source : Enquête SYGRI 2010 (de référence)
Enfants chroniquement mal nourris - Taille par âge	%		37	
Enfants en malnutrition aigüe - Poids par taille	%		14	
Ménages ayant accès à des ressources en eau améliorées	%		19	
Ménages ayant accès à des installations sanitaires améliorées	%		1	
Membres de ménage féminins sachant lire	%		32	
Membres de ménage masculins sachant lire	%		41	
Rapport femmes-hommes entre 15 et 24 qui peuvent lire	Nombre		1,09	
Hommes entre 15 et 24 qui peuvent lire	%		50	
Femmes entre 15 et 24 qui peuvent lire	%		39	
Ménages ayant connu une saison de disette	%		79	
Durée de la première saison de disette	Nombre		3,5	

Objectif spécifique :

Augmenter et diversifier les revenus des populations de la zone à travers la sécurisation des systèmes d'élevage nomade et le développement des activités agro-pastorales sur une base durable

Proportion de familles transformant les sous-produits de l'élevage	Pourcentage		14,21%	
Nombre de ménages dont l'indice d'accumulation des biens a augmenté	Nombre		387	
Proportion de familles ayant atteint après deux ans le seuil de viabilité pastorale (soit ~30 petits ruminants/famille)	Pourcentage		%	
Nombre de familles menant des activités agricole (maraîchage, fruiticulture, phœniciculture)	Nombre		364	
Evolution du taux de malnutrition infantile*	%			

RESULTATS ATTENDUS PAR COMPOSANTES	Unité	Cible	Réalisations	Observations
COMPOSANTE 1 : Appui à la valorisation du potentiel pastoral				
R1. L'accès aux ressources pastorales est amélioré prioritairement pour les groupes cibles du programme				
Indicateurs de premier niveau Nombre de puits réalisés/réhabilités par zone géographique (Adrar / Tilemsi/ Tamasna)	Nombre	30	29	Le 30 ^{ème} puits était en cours de réalisation au début des événements
Nombre d'hectares de pâturages restaurés	hectares	125	65	
Indicateurs de second niveau Durée du séjour des troupeaux dans les vallées latérales du Tilemsi et du Tamesna à partir de la 4 ^{ème} année du programme	Nombre de jour	240 à 270 à partir de la 4 ^{ème} année	180 jours	Les animaux séjournent actuellement 180 jours dans les vallées du Tilemsi et du Tamasna avec la réalisation des 18 puits citernes, le séjour va augmenter de 60jrs à 90jrs
% du cheptel séjournant dans les vallées latérales	Proportion	Nd	60% d'ovins et 50 % de camelins	
Baisse en% de la perte du lait	Pourcentage	Nd	Nd	8 projets ont été financés dans le cadre de la transformation des sous-produits pastoraux sur fonds DDC
R2. Les conditions sanitaires de base du cheptel sont améliorées				
Indicateur de premier niveau Nombre de parcs de vaccination construits	Nombre	10	03	Le Processus d'adjudication est terminé en 2011, le Programme attend l'avis de non objection de la BOAD pour le démarrage des travaux.
Nombre d'animaux traités	Nombres	Nd	414 344	Une campagne de vaccination du cheptel est en cours à la date du 28 février 53 679 petits ruminants et 11 648 gros ruminants ont été touché
Nombre de personnes bénéficiant des activités du dispositif d'information, d'appui/conseil et de services aux éleveurs (par genre)	Nombre	Nd	42 703 hommes 37 272 Femmes	
Indicateurs de second niveau Réduction en %de la mortalité du cheptel			Nd	
C1R3. La commercialisation des produits agro-pastoraux est améliorée				
Indicateurs de premier niveau Nombre de marchés à bétail construits et équipés	Nombre	5	2	
Nombre de points d'eau réalisés sur les parcours d'accès aux marchés à bétail	Nombre	6	0	L'étude hydrogéologique et géophysique pour la réalisation des 18 puits citernes et des 30 puits modernes est réalisée.

				Les DAO sont réalisés
Distance moyenne séparant les points d'eau sur les parcours menant aux marchés à bétail (Prévu : 25 kilomètres)	Distance	25 km d'intervalle	Non réalisée	Les puits ne sont pas réalisés
Indicateurs de second niveau Augmentation en % des prix aux producteurs/ éleveurs	Pourcentage	Nd	%	
Evolution du volume des transactions commerciales sur les marchés nouvellement créés	Pourcentage	Nd	%	
Evolution du volume des transactions portant sur les petits ruminants au niveau des marchés terminaux	Pourcentage	Nd	%	
Nombre de personnes bénéficiaires des activités de la composante (par genre)	Nombre	Nd	75.437 (42.523F 32.914H)	
COMPOSANTE 2 : Amélioration et diversification des revenus des groupes				
C2R1. Les microprojets soumis au Fonds pour les Initiatives Génératrices de Revenus sont approuvés et exécutés dans les délais prévus et à la satisfaction des bénéficiaires				
Indicateurs de premier niveau				
Nombre de requêtes adressées au programme (par catégorie de micro- projet)	Nombre	Nd	874	
% des financements accordés aux femmes	Nombre	Nd	49%	
Nombre de requêtes approuvées (par catégorie, commune et désagrégé genre)	Nombre	Nd	364	
Nombre de microprojets financés dans le cadre du FIDA/FIGR	Nombre	Nd	60	
Nombre de microprojets financés dans le cadre du DDC/FIGR	Nombre	Nd	364	
Délais moyens de réalisation de micro- projets	Nombre de jours	Nd	30 jours	
Nombre de plants de palmiers dattier et d'arbres fruitiers plantés	Nombre	3 500 vitro plants de palmiers dattiers 8 000 arbres fruitiers	3750 vitro plants de palmiers dattiers et 5127 arbres fruitiers	1200 vitro plants de palmiers dattiers ont été acquis en septembre 2013 et sont en acclimatation.
Nombre ha de jardins oasiens aménagés	Nombre d'hectare	Nd	13 ha	

Indicateurs de second niveau Nombre et % de micro-projets générant des revenus après 2 ans et après 4 ans (par genre)	Nombre et pourcentage	Nd	22%	Soit un total de 29 micros projets remboursés entièrement sur les 378.
Nombre et %d'exploitations familiales à vocation pastorale disposant après 3 ans d'un troupeau d'au moins 30têtes	Nombre et %			L'opération de reconstitution du cheptel a commencé en 2013

COMPOSANTE 3 : Amélioration de l'accès aux services sociaux de base

C3R1. L'amélioration de l'accès aux services de santé, a contribué à la réduction de la morbidité et de la mortalité, surtout chez la mère et l'enfant

Part des dépenses de santé dans le budget de fonctionnement des collectivités	Pourcentage	Nd	Nd	
Nombre de stratégies de développement de l'accès à la santé élaborées et mises en œuvre par les collectivités	Nombre	Nd	03	Il s'agit de la stratégie fixe, la stratégie avancée, et la stratégie mobile
Nombre et nature des infrastructures sanitaires réalisées par les collectivités	Nombre	6	5	Il s'agit de quatre nouvelles constructions et d'une réhabilitation
Nombre et nature des équipements sanitaires acquis par les collectivités	Nombre	nd	9	9 structures de santé ont été appuyées en 2013 en lits et matelas, en brassards et tensiomètres, en MEG. Le CSREF de Kidal a été appuyé en fauteuil dentaire, en oxygène, en aspirateur et en réactifs biomédicaux.
% de relais communautaires femmes	Pourcentage	Nd	0	
Indicateurs de second niveau ³ Taux de couverture sanitaire	Pourcentage	Nd	25,71% dans un rayon de 5 km	
Taux de consultations curatives	Proportion	Nd	0,16 NC/AN	
Taux de CPN Recentrée	Pourcentage	Nd	8 %	

³ Source SLIS, DRS pour l'année 2012

Taux de vaccination Pentavalent 3 (0 – 11mois) et VAT 2 Femme Enceinte	Pourcentage	Nd	Penta 3 : 1% VAT 2 FE : 2% BCG : 10% VAR : 17%	
Taux d'accouchement assistés	Pourcentage	Nd	6%	
C3R2. Les jeunes ont de bonnes connaissances sur les IST et le VIH / SIDA				
Nombre et durée des messages radio de sensibilisation produits et diffusés	Nombre	Nd	220 diffusions	
Nombre de jeunes informés sur les IST et le VIH / SIDA	Nombre	Nd	250	
C3R3. Le taux de scolarisation des enfants, en particulier des filles, est amélioré et les déperditions scolaires sont réduites				
Indicateurs de premier niveau Part des dépenses d'éducation dans le budget de fonctionnement des collectivités	Nombre	Nd	%	
Nombre des stratégies de scolarisation communales élaborées et mises en œuvre	Nombre	Nd	15 ⁴	
Indicateurs de second niveau ⁵ Taux brut de scolarisation (par genre et commune)	Pourcentage	Nd	42,97% f 57,03% h	En février 2014 seules les écoles d'Anefif, Adiel hoc et Tessalit sont ouvertes.
Taux brut d'accès en 1ère année du cycle primaire (désagré par genre et commune)	Pourcentage	Nd	52,15%G 47,85%f	Donnée statistique de l'Académie d'Enseignement de Kidal en 2012 avant la crise.
Taux d'achèvement de l'enseignement primaire (désagré par genre et commune)	Pourcentage	Nd		Information non disponible
C3R4. Les jeunes sans emploi ont bénéficié d'une formation professionnelle qui leur permet de s'insérer dans la vie active				
Indicateurs de premier niveau Nombre de formations professionnelles qualifiantes réalisées	Nombre	5	6	bâtiment, de la réparation/maintenance des équipements hydrauliques, de la restauration, du tissage/tapisserie et de la réparation des engins à deux roues et

⁴ Construction et équipement d'écoles, construction et équipement de logements/enseignants, construction et équipement CDPE, Construction et équipement centres alpha, construction et équipement dortoirs, dotation école en système d'éclairage, dotation d'écoles en point d'eau, appui aux cantines en petits matériels, dotation d'école en animaux, Appui pédagogique aux enseignants, Formation CGS, actions SCofi, Sensibilisation, Appui au recrutement des enfants, Appui aux bibliothèques scolaires,

⁵Source Académie d'Enseignement de Kidal en 2012 avant la crise.

				la formation en santé option infirmière obstétricienne
Nombre de jeunes sans emploi formés à un métier (par genre)	Nombre	200	78 (30F 48h)	En plus des formations professionnelles de courtes durées, 12 jeunes dames ont été inscrites à l'école de santé de Gao pour une formation de 3 ans en option obstétrique.
Indicateur de second niveau Taux d'insertion professionnelle des jeunes ayant bénéficié d'une formation qualifiante (par genre)	Pourcentage	Nd	7,33%	
Nombre de personnes bénéficiaires des activités de la composante	Nombre	Nd	4666 personnes ⁶	De novembre 2013 à février 2014, 966 personnes ont bénéficié des soins de santé dans les aires de santé d'Aliou et Aghabo
COMPOSANTE 4 : Renforcement des capacités des acteurs				
C4R1. La participation des groupes cibles au processus de planification communale est effective				
Indicateurs de premier niveau Proportion de la population adulte connaissant l'existence et les objectifs du programme (désagrégée par genre)	Pourcentage	Nd	62,02%H 36,98 F	
Nombre d'élus et de personnels des collectivités formés	Nombre	Nd	168 élus	
Nombre de groupes vulnérables appuyés pour l'identification, la formulation de leurs besoins prioritaires et l'élaboration de demandes d'investissement	Nombre	Nd	781	
C4R2. Les besoins prioritaires des groupes– Cibles sont pris en compte dans les PDESC et les schémas communaux d'aménagement				
Nombre de bénéficiaires ayant reçu une formation (désagrégé par genre)	Nombre	Nd	587 h 277 f	Formation de 55 maraichers et de 60 éleveurs en décembre 2013
C4R3. Les groupes cibles disposent des capacités requises pour valoriser les investissements productifs et sociaux qui ont été réalisés avec l'appui du programme				

⁶Dans le cadre de la santé c'est les personnes identifiées par les équipes mobiles polyvalentes des CSCOM fonctionnels

Nombre de personnes ayant participé aux sessions d'auto-évaluation/ par genre	Nombre	Nd	0	
Indicateurs de second niveau Nombre d'activités identifiées par les groupes cibles retenues dans les PDESC et mises en œuvre	Nombre	Nd	35 ⁷	Il s'agit d'infrastructures de santé, d'éducation, et pastorales
Nombre de structures de gestion des infrastructures d'intérêt public constituées et fonctionnelles	Nombre	Nd	0	
Proportion de femmes membres des structures de gestion		Nd	Nbre	
COMPOSANTE 5 : Gestion et suivi-évaluation du programme				
C5R1. Les organes de gestion, de coordination et d'appui conseil du programme sont fonctionnels				
Indicateurs de premier niveau Organes de pilotage du programme mis en place (Comité de Pilotage, comité technique de coordination, Unité de Gestion de Projet)	Nombre	03	03	
UGP mise en place	Nombre d'agent	27	15	74,09 % du personnel a été licencié en décembre 2012. En janvier 2014, 6 agents ont été recrutés ⁸
Locaux de l'UGP disponibles et équipés	Nombre	01	01	Les locaux de l'UGP ont été pillés et vandalisés par les groupes armés mais réhabilité en janvier 2014 sur le BSI 2013.
Organes de gestion et de supervision du FIGR mis en place	Nombre	01	01	Le contrat avec le prestataire chargé de l'administration du FIGR est arrivé à terme
C5R2. Les opérateurs du programme disposent des capacités d'intervention pour réaliser leurs missions				
Taux de décaissement des ressources affectées aux Opérateurs du Programme	Pourcentage	100%	Opérateur Spécialisé FIGR : 100% Opérateurs d'appui	Les contrats avec les différents opérateurs sont arrivés à terme en 2012

⁷ Les activités identifiées par les groupes cibles retenue dans les PDSEC et mise en œuvre sont : construction du CSCOM de Tassik, le cscm d'intibaz, construction et équipement d'un dortoir pour élèves et de logement pour enseignant à Djarhi, construction d'un CED à Kidal, d'un CED à Aneff, d'un CDPE à Kidal, construction d'une clôture à Kidal, équipement d'école en système d'éclairage, solaire Takalote, Réhabilitation de 6 salles de classe, réhabilitation de 3 salles de classe, réhabilitation d'un cscm à Abeibara, construction d'un CED à Abeibara, construction d'un CDPE à Tinzwatène, construction d'cscm à Talabitt, construction d'un centre d'alphabétisation à Tessalit et d'un centre d'alphabétisation à Adiel Hoc, construction et équipement d'un logement scolaire à Inabag, construction et équipement d'un CED à Adiel Hoc, construction et équipement d'un CDPE à Amachach, construction et équipement d'un CDPE à Adiel Hoc, construction d'une clôture à Inam, équipement d'école en système d'éclairage solaire Inakafel, construction du Cscm de Tin Essako, construction d'un centre d'alphabétisation à Tin essako, équipement d'école en système d'éclairage solaire Achibogho, réhabilitation des (8) Huit puits pastoraux, réalisation d'un parc de vaccination à Takalot, réalisation d'un parc de vaccination à Aneff, réhabilitation de 7 sept puits pastoraux, réalisation d'un marché à bétail, réhabilitation de 9 neuf puits pastoraux, réalisation d'un parc de vaccination, réhabilitation de six puits pastoraux.

⁸ 1 RDAPPE ; 2 Femmes de ménages et 3 gardiens.

			Kidal Tin essako : 100% Opérateur d'appui Tessalit Abeibara: 100% Réseau privé d'appui sanitaire de proximité : 100%	
Nombre d'animateurs recrutés par les opérateurs du programme (par genre)	Nombre	11	15 (4F et 11H)	En plus des 11 animateurs prévus, quatre animatrices ont été recrutées pour renforcer les équipes
C5R3. Les mécanismes de sélection des requêtes et d'allocation des ressources du Fonds pour les Initiatives Génératrices de revenus sont mis en place et fonctionnels				
Taux de décaissement du FIGR par catégorie d'investissement (maraîchage / élevage) et par catégorie de bénéficiaires (associations /particuliers, hommes / femmes)	Pourcentage	100%	Le FIGR a été exécutée à 29,33	Sur les 29,33% : - L'agriculture représente: 66,94 % - Elevage : 10,22% - Atténuation des risques : 22,83
C5R4. Les mécanismes de suivi/évaluation sont définis et fonctionnels				
Cellule de suivi –évaluation mise en place et opérationnelle	Nombre	1	1	
Nombre d'indicateurs RIMS suivis	Nombre	Nd	13 ⁹	
Nombre d'activités de prévention de crise	Nombre	Nd	15	Appui à l'accès à l'eau pour les hommes et le bétail ; appui à l'accès à l'aliment bétail ; appui à la commercialisation du bétail, la reconstitution du cheptel, appui personnes déplacées, réparation de la digue du pont de Tessalit
Nombre d'indicateurs désagrégés par genre	Nombre	Nd	7	
C5R5. Le système de suivi/évaluation est mis en place en conformité avec RIMS				
Nombre d'indicateurs RIMS suivis	Nombre	Nd	13	
C5R6. Le système de suivi évaluation est harmonisé avec celui du PIDRN				
Nombre d'indicateurs RIMS communs	Nombre	Nd	13	

⁹Les Fiches de collectes des données relatif aux activités du programme(sur les processus de l'élaboration des schémas d'aménagement communaux, données sur le processus d'actualisation des PDSEC, sur le processus de réalisation des marchés avec maîtrise d'ouvrage communale, données sur PDSEC/PAI actualisés, données de base à collecter sur les infrastructures de production, Sur les infrastructures, Hydraulique, sur les CSCOM, sur les marchés à bétail, sur les mise en valeur des infrastructures de production, sur le fonction des CSCOM, sur les formations, sur les marchés à bétail, sur les AGR)

Nombre de procédures de collecte et traitement harmonisées	Nombre	Nd	12	
C5R7. Le système de suivi-évaluation alimente la réflexion au niveau de la cellule de dialogue sur les politiques				
Nombre d'études thématiques réalisées	Nombre	16	14 ¹⁰	
Nombre d'ateliers d'échange et de réflexion organisés	Nombre	Nd	6	
Pourcentage de décaissement : Prêt FIDA	Pourcentage	100%	45,13%	
Pourcentage de décaissement : Don FBSA	Pourcentage	100%	55,71%	
Pourcentage de décaissement : Prêt BOAD	Pourcentage	100%	15,14%	
Pourcentage de décaissement : GRM		100%	58,58%	
Pourcentage de décaissement : Bénéficiaires		100%	7,50%	

¹⁰Les différentes études réalisées sont : Etude prospective sur les spéculations agricoles, étude sur la médecine vétérinaire traditionnelle, étude sur les causes de l'avortement dans les espèces camélines et caprines, étude sur les technique et pratiques traditionnelles d'élevage camelin. Etude sur la pauvreté, l'étude sur les stratégies de l'éducation, étude sur les stratégies de la santé, l'enquête SYGRI, l'élaboration des schémas d'aménagement communaux, l'étude sur la mobilisation des ressources fiscales des collectivités territoriales, l'étude sur le commerce transfrontalier, l'étude sur la valorisation des SAC, l'Etude d'évaluation du potentiel de charge des parcours pastoraux, l'Etude hydrogéologique et géophysique pour la réalisation de 18 puits citernes et de 30 puits modernes.

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Mesure convenue	Qui	Date
Négocier avec la BOAD la reprise de ses financements	UGP	Immédiat
Préparer le redémarrage des programmes de renforcement de capacités, en particulier des agents de l'Etat de retour dans la Région	UGP	Immédiat
Préparer le redémarrage des travaux	UGP	Immédiat
examiner avec la BOAD la possibilité d'organiser des appels d'offres au niveau régional et mettant en compétition les Entreprises locales	UGP	Immédiat
mettre à profit les 3 ou 4 mois avant l'installation pluies (moment où le niveau de la nappe est le plus bas) pour réaliser ces infrastructures	UGP/entreprises	D'ici juin 2014
Organiser une mission ophtalmologique pour répondre à des besoins urgents des populations	UGP	Mai 2014
Prolonger le contrat des 4 professionnels de la santé jusqu'en fin septembre 2014 au moins	UGP	Avril 2014
Renforcer le partenariat avec les autres partenaires intéressés par les cantines scolaires pour une meilleure utilisation et distribution des vivres	UGP	Avril 2014
Collaborer avec la MINUSMA, la chambre des métiers et le nouveau projet FIER pour identifier les opportunités et les besoins prioritaires en matière de formation des jeunes pour lutter contre le chômage crucial des jeunes de la région	UGP	Avril 2014

développer des approches spécifiques pour encore mieux cibler les femmes et les jeunes filles	PIDRK	Dès que possible
Procéder à la migration du logiciel de gestion financière et comptable vers TOM2PRO	Directeur/RAF	31/03/14
Statuer sur la demande de prime de performance du PIDRK à l'instar du PIDRN, dans le cadre de l'harmonisation de la prise en charge du personnel des Projets/Programmes/FIDA/MALI.	CNPPF	31/03/14
Etablir les droits et indemnités du personnel à l'achèvement et à la clôture et les soumettre au visa de l'inspection du travail	Directeur/RAF	30/06/14
Recruter un assistant comptable pour pallier en partie le départ du comptable	Directeur/RAF	30/04/14
Prévoir des missions d'assistance ponctuelle pour la prise en charge des opérations comptables sur TOMPRO	Directeur/RAF	PM
Effectuer une revue d'appoint du PTBA d'achèvement 2014 sur la base d'une planification à rebours afin de s'assurer de façon certaine de la réalisation des activités programmées avant la date d'achèvement	Directeur/RAF	31/03/14
Procéder à la signature et la transmission de la DRF 29/ FIDA	RAF	31/03/14
Traiter et régler rapidement les DRF 28/FIDA et 09/FBSA	FIDA	31/03/14
Régulariser l'écart de reconstitution du compte spécial FIDA relatif aux taxes préfinancées de 897 767 FCFA	Direct /RAF	PM : dès paiement DRF 28 et 29 PM : dès paiement DRF 09
Régulariser l'écart de reconstitution du compte spécial FBSA relatif aux taxes préfinancées de 1 235 593 FCFA	Direct /RAF	31/03/14
Préparer un plan de recouvrement de chaque avance initiale du Prêt FIDA et du Don FBSA, sur la base du PTBA/PPM et du plan de décaissement 2014 revu éventuellement en fonction des recommandations de la présente mission et du plan de décaissement réajusté en conséquence.	Direct/RAF	31/03/14

Assurer le suivi du paiement des 105 000 000 FCFA au titre du mandat BSI de 2013 et de 65 000 000 FCFA au titre du BSI de 2014.	Direct/RAF/CSA	30/09/14
Assurer le suivi de la justification du compte FBSA/ANICT (197 541 663 FCFA) et BOAD/ANICT (11 960 090 FCFA)	Direct /RAF	PM
Assurer le suivi de paiement de la demande d'avance de 400 000 000 FCFA initiale envoyée à la BOAD en janvier 2014	Directeur/RAF	31/03/14
Transmettre le rapport d'audit des comptes de l'exercice 2013 au FIDA	Directeur/RAF	15/04/14
Autoriser l'utilisation du solde du compte « Produits FIGR » de 1 302 964 FCFA pour la prise en charges des activités d'atténuation des risques	FIDA	31/03/14

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI au 28 février 2014								
	Résultats	Unité	Prevision	Exécution		Cumulatif		
			PTBA	Réalisé	% de PTBA	Préévaluation	Réalisé	% Pré-évaluation
	Personnes ayant bénéficié des services du projet	Nombre	44 547	7 258	16%		103 237	
	Personnes ayant bénéficié des services du projet	Homme	26 728	3 919	15%		60 296	
	Personnes ayant bénéficié des services du projet	femme	17 819	3 339	19%		42 941	
Sous-composante								
Nom de la sous-composante								
Amélioration de l'accès aux ressources pastorales	Points d'eau pour le bétail aménagés/remis en état	Nombre	48	0		78	29	37%
	Superficie faisant l'objet d'une gestion améliorée des sols	Ha	60	0		125	65	52%
Amélioration de la couverture sanitaire du cheptel	Autres infrastructures construites/remises en état	Nombre	7	0		10	3	30%
	Personnel des prestataires de services formé	Nombre	12	0		12	12	100%

Appui à la Commercialisation des produits agropastoraux	Installations de commercialisation aménagées/remises en état	Nombre	8			10	2	20%
Amélioration et diversification des revenus des groupes vulnérables	Ménages ayant bénéficié de bétail dans le cadre d'un programme de distribution ou de reconstitution du cheptel	Nombre	240	0		1 000	40	4%
	Autres infrastructures construites/remises en état	Nombre	36			55	39	71%
	Installations de transformation aménagées/remises en état	Nombre	20	1		75	76	101%
	Groupes de commercialisation formés/consolidés	Nombre	20			75	76	101%
	Membres des groupes de commercialisation formés/consolidés	Nombre	40			180	152	84%
	Personnes ayant accès au fonds destinés au développement	Nombre	200	10		5 000	3 184	64%
	Ménages ayant accès aux services zoosanitaires mis en place	Nombre	3 277	1 452		so	17 344	100%
Sous-composante Santé/VIH-SIDA/ Nutrition	Centres de soins construits/remis en état	Nombre	1	0		6	5	83%

	Représentants du gouvernement et fonctionnaires formés	Nombre				120	49	41%
	Travailleurs et volontaires communautaires formés	Nombre	36	0		200	113	57%
Sous-composante Education	Écoles construites/remises en état	Nombre	2	0		S0	15	100%
	Représentants du gouvernement et fonctionnaires formés	Nombre				325	135	42%
	Travailleurs et volontaires communautaires formés	Nombre				200	60	30%
Renforcement des Capacités et Genres	Personnes formées en gestion des ressources naturelles	Nombre				65	0	0%
	Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	Nombre	40	0		200	100	50%
	Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	Homme	20	0		Nd	71	
	Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	femme	20	0		Nd	29	
	Personnes ayant bénéficié d'une formation professionnelle	Nombre	66			200	75	38%

	Personnes ayant bénéficié d'une formation professionnelle	Homme	50			Nd	65	
	Personnes ayant bénéficié d'une formation professionnelle	femme	16			Nd	10	
	Personnes formées aux méthodes et techniques de production animale	Nombre	60			750	102	14%
	Personnes formées aux méthodes et techniques de production animale	Homme	0				60	
	Personnes formées aux méthodes et techniques de production animale	femme	60				42	
	Aménagement Bureau du Programme	Nombre	1	0		1	1	100%
	Acquisition des véhicules	Nombre	2	0		30	18	60%
	Acquisition de motos	Nombre	4	0		56	28	50%
	Acquisition des équipements informatiques et accessoires	Nombre	10			20	34	170%
	Acquisition des équipements et mobiliers de bureau	Nombre				nd		
	Mise en place d'un système de S&E	Nombre				1	1	100%

	Mise en place d'un système comptable	Nombre				1	1	100%
	Mise en place d'un système informatique de S&E	Nombre				1	1	100%
	Formation en matière de passation des marchés	Session	1	0		2	0	0%
	Réalisation des voyages d'études	32 pers/jour				150 pers/jour	72 pers/jour	48%
	Réalisation des voyages d'études					Nd	10	
	Fonctionnement et charge récurrentes					6	6	100%

Appendice 5: Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement, décaissements par catégorie et par composante

Tableau 5A: Exécution des obligations de financement par source de financement (en milliers USD) au 28/02/14

Source de financement	Pré-évaluation (USD '000)	Décaissements (USD '000)	Pourcentage de décaissement
Prêt FIDA	11 946	5 391	45,13%
Don FBSA	3 722	2073	55,71%
Prêt BOAD	5 750	871	15,14%
Gouvernement	2 889	1692	58,58%
Bénéficiaires	278	20	7,36%
Total	24 585	10 048	40,87%

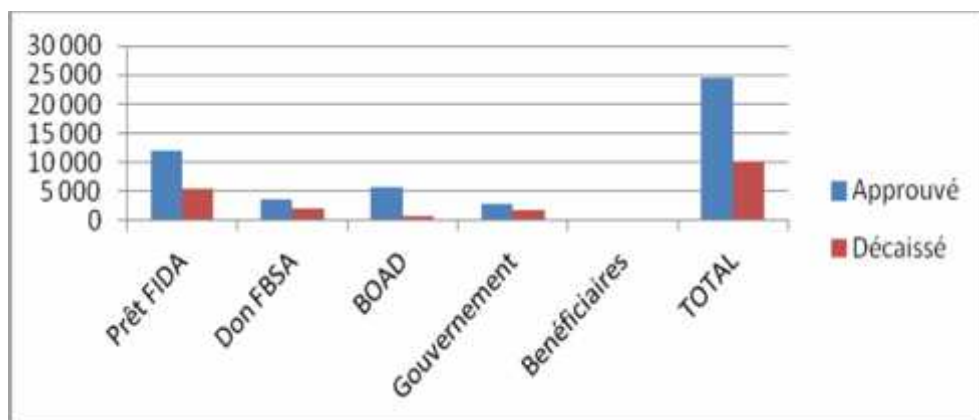


Tableau 5B: Exécution des obligations de financement par source de financement, décaissements par composante (milliers d'USD) au 28/02/2014

Composantes	Prêt/FIDA			BOAD			FBSA			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
	Approuvé	Décaissé	%	Approuvé	Décaissé	%	Approuvé	Décaissé	%	Approuvé	Décaissé	%	Approuvé	Décaissé	%	Approuvé	Décaissé	%
Appui à la val. du potentiel agro pastoral	1 129	462	40,92%	5 422	728	13,44%				1 261	418	33,17%	278	20	7,36%	8 089	1 629	20,14%
Amélioration et div. revenus	3 521	892	25,32%													3 521	892	25,32%
Amélioration de l'accès services sociaux							3 556	1 949	54,81%	642	395	61,55%				4 198	2 344	55,84%
Renforcement de capacités des acteurs	4 121	1 272	30,87%							658	171	26,03%				4 779	1 444	30,20%
Gestion & Suivi évaluation	3 175	2 765	87,10%	328	142	43,31%	166	124	75,00%	328	708	215,46%				3 998	3 740	93,55%
TOTAL	11 946	5 391	45,13%	5 750	871	15,14%	3 722	2 073	55,71%	2 889	1 692	58,58%	278	20	7,36%	24 585	10 048	40,87%

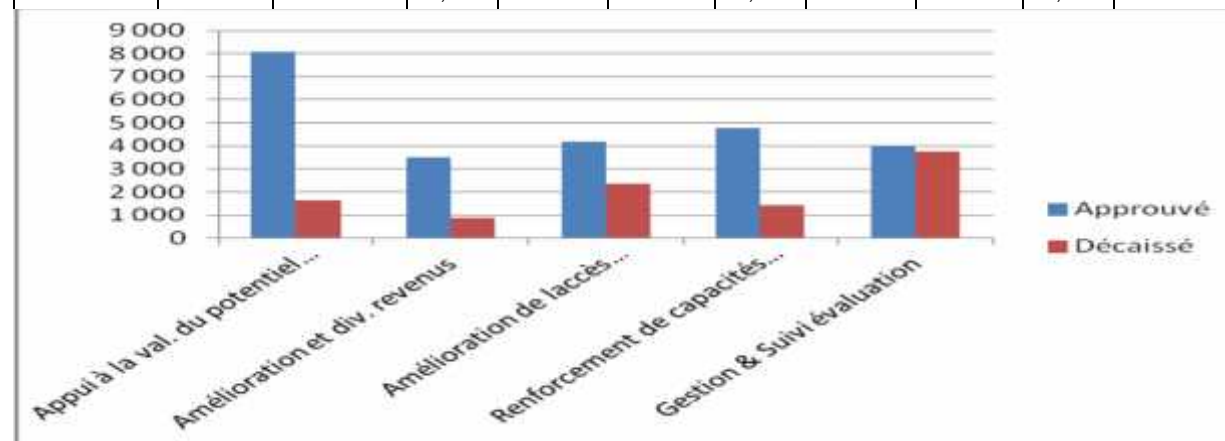


Tableau 5C: Décaissements sur le prêt du FIDA (DTS, à la date du 28/02/2014)

Description	Catégories	Allocation Prêt	Décaissements DRF N°01 à N°26	Solde	Taux	DRF 27 en cours de traitement au FIDA	Total	Taux
Avance démarrage			465 520,22				465 520	
Génie rural et civil	I	50 000,00	49 856,17	143,83	99,71%		49 856,17	99,71%
Matériel et équipement	II	660 000,00	188 151,99	471 848,01	28,51%	30 856,82	219 008,81	33,18%
Véhicules et moyens de transport	III	257 000,00	332 228,24	-75 228,24	129,27%		332 228,24	129,27%
Etudes, formation et appui technique	IV	1 310 000,00	545 329,29	764 670,71	41,63%	43 292,61	588 621,90	44,93%
Fonds Initiatives Génératrices de Revenus	V	1 957 000,00	470 990,25	1 486 009,75	24,07%	30 998,45	501 988,70	25,65%
Contrat opérateurs et services	VI	222 000,00	219 541,04	2 458,96	98,89%		219 541,04	98,89%
Fonctionnement et entretien	VII	823 000,00	241 946,62	581 053,38	29,40%	15 329,21	257 275,83	31,26%
Personnel	VIII	1 620 000,00	787 005,94	832 994,06	48,58%	51 298,27	838 304,21	51,75%
Non Alloué	IX	801 000,00	0,00	801 000,00	0,00%		0,00	0,00%
	TOTAL	7 700 000,00	3 300 569,76	4 399 430,24	42,86%	171 775,37	3 472 345,13	45,10%

Décaissements sur le prêt/don FIDA, comparaison entre les allocations originales et amendées et taux effectif de décaissement

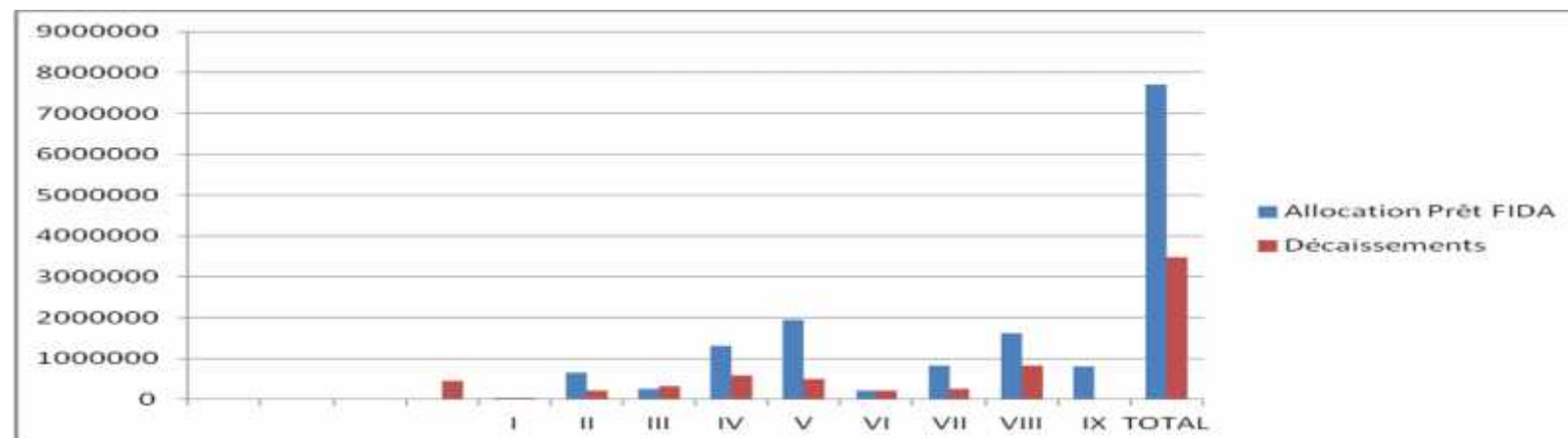
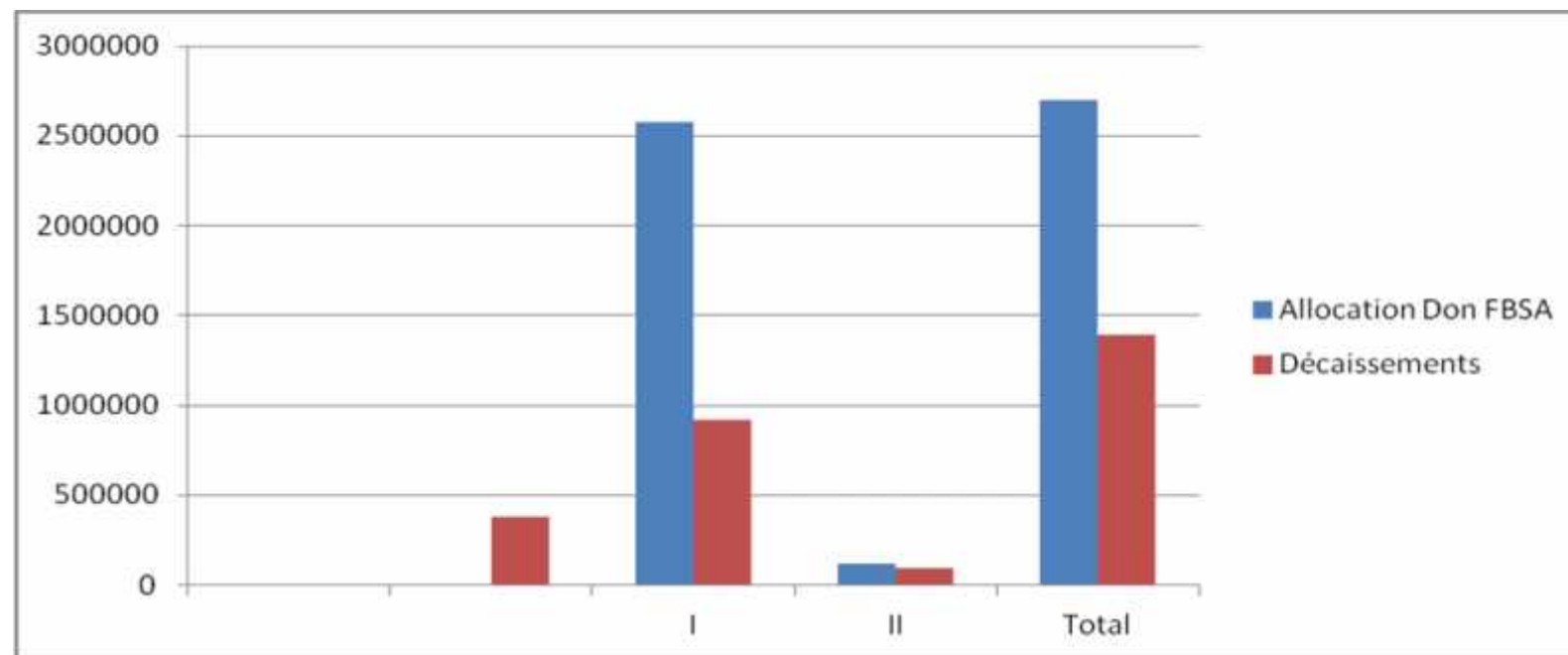


Tableau 5C: Décaissements sur le prêt du FBSA (EURO, à la date du 28/02/2014)

Description	Catégories	Allocation Don FBSA	Décaissements DRF N°01 à N°6	Solde	Taux	DRF 07 en instance d'envoi	Total	Taux
Avance démarrage			381 122,54				381 122,54	
Infrastructures et équipements	I	2 580 000	795 278,90	1 784 721,10	30,82%	127 603,28	922 882,18	35,77%
Personnel	II	120 000	73 336,12	46 663,88	61,11%	17 803,28	91 139,40	75,95%
TOTAL	Total	2700000	1 249 737,56	1 831 384,98	46,29%	145 406,56	1 395 144,12	51,67%



Appendice 6: Respect des dispositions de l'Accord de financement: état d'avancement au 28/02/2014

Section	Disposition de l'Accord	Date butoir de l'action/objectif	Avancement/date de la conformité	Observations
Section 3.05 (a)	Contrepartie de l'Etat	31/03/2014 et 30/09/2014	En cours	105 000 000 FCFA au titre de BSI 2013 à libérer au plus tard le 31 mars 2014 et 65 000 000 FCFA au titre du BSI 2014 à mettre à disposition avant le 30 septembre.
Section 4.02	Rapports d'activités	31/03/2014	En cours	le rapport annuel 2013 sera envoyé avant la date butoir
Section 5.01	Etats financiers	31/03/2014	Conforme	Les états financiers 2013 ont été transmis au FIDA le 19 février 2014
Section 5.02 (a)	Rapports d'audit	30/06/2014	En cours	L'audit des comptes 2013 est en cours d'exécution sera envoyé au FIDA et le rapport au plus tard le 15 avril 2014.
Section 5.02 (c)	Audit interne	NA	NA	Il n'y a plus d'auditeur interne au de la CNPPF.

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Avec l'appui d'IED, le projet a préparé une fiche de capitalisation présentant une innovation, les parcs de vaccination mixte, tels que décrits ci-dessous :

Dans la région de Kidal, dans le Nord du Mali, la rigueur du climat et l'instabilité socioéconomique constituent les principales sources de la vulnérabilité des populations qui y vivent. Dans cette zone, l'élevage des camelins, que ce soit pour le transport ou pour l'alimentation, s'est rapidement imposé comme la principale source de survie des populations touaregs. Cependant, en l'absence de dispositifs de suivi sanitaire du bétail, ceux-ci sont en permanence exposés aux maladies entraînant parfois des pertes de cheptel importantes. Pour tenter d'inverser cette tendance, le PIDRK a instauré un projet de construction de parcs de vaccination mixte dans des zones où les parcs de vaccination conventionnels sont très peu nombreux, voire inexistant. Les résultats des campagnes de vaccination sont prometteurs, mais des défis importants restent à relever.

La stratégie a consisté tout d'abord à ouvrir la réflexion technique sur le type d'infrastructure qui pourrait faciliter la vaccination des camelins en gérant leur stress et leur commodité physique. La réalisation de parcs de vaccinations mixtes, assez solides et hauts pour accueillir camelins et bovins s'est naturellement imposée comme la solution la plus adaptée pour répondre aux objectifs du projet.

Une fois les infrastructures réalisées, le PIDRK a mis en place un Réseau Privé d'Appui Sanitaire de Proximité (RPASP), un réseau constitué d'un vétérinaire privé et de 12 auxiliaires en santé animale pour veiller à l'amélioration de la santé animale. Un auxiliaire est ainsi installé dans chaque commune rurale, mis à part dans la commune urbaine de Kidal qui a deux auxiliaires compte tenu de son étendue. En outre, le réseau a été doté entre autres d'équipements dont un véhicule tout-terrain et 12 motos tout-terrain pour son opérationnalisation.

Plusieurs acteurs interviennent dans le processus d'installation des parcs de vaccination :

- Le PIDRK : il apporte un appui technique à la réalisation des infrastructures et participe au financement de l'activité à hauteur de 90 %. Le PIDRK intervient également dans le recrutement des agents vétérinaires ;
- Les services techniques : vérification du respect des normes, mise à disposition des ressources humaines ;
- Le comité de gestion des infrastructures et des parcs de vaccination : qui collecte les cotisations et recettes générées lors de la campagne de vaccination du cheptel et assure la maintenance de l'infrastructure ;
- Enfin les bénéficiaires : ils participent au financement de l'activité (à hauteur de 10 %) et à la mise en place de comités de gestion.

Résultats et impacts

- Réalisation de trois parcs de vaccination mixte pour la prise en charge sanitaire du cheptel : Des parcs de vaccination. Les parcs de vaccination permettent de rassembler les troupeaux et, grâce à un couloir aménagé à cet effet, de les immuniser ;
- Disponibilité d'aliment de qualité pour la survie des ménages dans des endroits parfois hostiles à l'existence humaine ;
- Amélioration des conditions économiques des éleveurs du fait de la disponibilité de productions animales en quantité et en qualité ;
- Réduction du taux de mortalité du cheptel camelin et amélioration de la santé des troupeaux.

L'appropriation de l'expérience par les bénéficiaires qui se traduit par la participation des communes au financement des activités et à la gestion des infrastructures à une forte incidence sur la durabilité de l'initiative ;

- L'appui de l'État aux communes par le maillage des parcs de vaccination et des pharmacies des produits vétérinaires, à travers la région, permettrait d'augmenter le nombre de bénéficiaires et d'étendre la zone de couverture du programme ;
 - Le maintien à un niveau élevé de fréquentation des parcs pour favoriser leur durabilité ;
-

- La mise en place d'un réseau d'acteurs capable de continuer la prise en charge sanitaire du cheptel après le projet permettrait d'assurer dans la durée la prise en charge sanitaire du cheptel dans le Nord du Mali ;
- La sensibilisation des bénéficiaires sur l'importance des infrastructures afin de maintenir à un niveau élevé la fréquentation des parcs, assurer leur pérennisation et encourager ultérieurement une plus grande prise en charge par les communes du financement des infrastructures sanitaires en général et des parcs de vaccination mixtes en particulier.
- communes du financement des infrastructures sanitaires en général et des parcs de vaccination mixtes en particulier.

Les camelins ont été pris en compte pour la première fois dans le dispositif sanitaire régional en ce qui concerne l'immunisation massive. Cependant, le coût du matériel de construction des parcs de vaccination assez élevé, le manque de spécialiste dans le domaine vétérinaire et l'enclavement de la zone occasionnent un manque important de disponibilité des produits vétérinaires et la faiblesse des interventions.

Une solution serait le maillage des parcs de vaccination dans toute la région.

Conclusions et recommandations

L'expérience a été réalisée avec une approche participative. Elle a permis de démontrer que :

- L'expérience est facilement reproductible (à condition que les financements suffisants pour la réalisation des parcs soient disponibles) ;
- Les bénéficiaires, avec la mise en place d'un comité de gestion, assurent la sécurisation et l'entretien des parcs de vaccination mixtes. Avec l'appui des partenaires et des services techniques, ils planifient et organisent eux-mêmes les campagnes de vaccination du cheptel ;
- La vaccination des camelins durant les campagnes de vaccination concourt considérablement à la réduction du taux de mortalité des cheptels ;
- L'amélioration de la santé des camelins se traduit par l'amélioration de la qualité des productions animales.
-

Pour donner suite à la mise en œuvre de cette expérience, le PIDRK propose les recommandations suivantes :

- Former les comités de gestion pour l'entretien des parcs de vaccination mixtes ;
 - Encourager les immunisations du cheptel, notamment les camelins ;
 - Intégrer dans les plans d'aménagement communaux la réalisation de parcs de vaccination mixtes.
-